

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1851

25 juin 2016

SOMMAIRE

Ellipsys Mosaïc S.à r.l.	88847	Société Financière Internationale pour l'Afri-	
Energies Tech sàrl	88848	que (SOFIA)	88805
Fabbriani Investment Fund S.C.A., SICAV-		Société Immobilière du Golf S.A.	88802
SIF	88847	SPF - Sierra Portugal Feeder 1	88810
GCL Holdings S.C.A.	88848	SPF-Sierra Portugal Real Estate	88810
GLL Hana Private Real Estate Poznan Holding		Steamboat Credit Opportunities (Luxem-	
S.à r.l.	88846	bourg) S.à r.l.	88802
Osmie.com S.A.	88807	Sula Family Wealth S.à r.l.	88803
Promotions Générales Luxembourg S.A.	88805	Sunrise Holdings S.à r.l.	88804
Realty Business Center S.A.	88802	Synergo Investment S.A.	88812
REF V Top Darwin S.à r.l.	88829	TALENT RESOURCING SA	88843
Rolanda S.à r.l.	88803	Technical Services & Maintenance (TSM)	
Rom11 S.A.	88803	Conduites S.A.	88804
Rom1 S.A.	88803	Technical Services & Maintenance (TSM) SA	
S.à r.l. BDPX	88807	88804
SecurAsset S.A.	88807	The Central	88811
Seynaeve Textiles Lux S.à r.l.	88807	Tof Lux I S.à r.l.	88808
SHIP Luxco 2 S.à r.l.	88811	Transocean Drilling Enterprises S.à r.l.	88810
SHIP Luxco 3 S.à r.l.	88804	Trinugraha Capital & Co SCA	88808
SIGNA R.E.C.P. Development Kaufhaus Tyrol		Triton IV Luxco No.22 S.à r.l.	88811
Beteiligung S. à r.l.	88805	Triton Luxembourg II GP Rice S.C.A.	88808
Silverfleet Seventh Investment Company S.à		TSC Fund	88813
r.ll.	88802	U Access	88808
Skol International Development Luxembourg		Uni-Global	88809
.....	88805	Union Privée de Participation S.A.	88809
SLA Germany No.1 S.à r.l.	88806	Urban 67 (European RE Club) S.à r.l.	88809
SLA Germany No.2 S.à r.l.	88806	Varenne S.à r.l.	88812
SLA Germany No.3 S.à r.l.	88806	Villa David Chipperfield Ovest S.à r.l.	88809
SLA Ireland No 1 S.à r.l.	88812		

Société Immobilière du Golf S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 1, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 2.047.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016100605/10.

(160071163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Silverfleet Seventh Investment Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 188.083.

Par résolutions signées en date du 27 avril 2016, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Guido May, avec adresse au 2, Eibseestrasse, 82049 Pullach im Isartal, Allemagne, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Nomination de Raphaël Raugel, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016100604/15.

(160071582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Steamboat Credit Opportunities (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 183.223.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le conseil de gérance de la Société en date du 15 avril 2016 que le siège social de la Société a été transféré au 9, Allée Scheffer L-2520 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016100606/13.

(160071556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Realty Business Center S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-8364 Hagen, 19, an de Wissen.
R.C.S. Luxembourg B 88.565.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 2 février 2016

L'assemblée générale décide la révocation pour l'année civile 2015 et suivantes, de la société FIDUCIAIRE DEFLORENNE & ASSOCIES SARL domicilié au 30, Dernier Sol L-2543 Luxembourg en tant que commissaire aux comptes.

L'assemblée générale nomme en remplacement de la FIDUCIAIRE DEFLORENNE & ASSOCIES SARL domicilié au 30, Dernier Sol L-2543 Luxembourg, jusqu'à l'assemblée générale de 2018 Monsieur Jean-Marc Georis domicilié au 41, rue des 3 Cantons L-8354 Garnich en tant que commissaire aux comptes

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Jean-Marc Georis

Référence de publication: 2016100598/16.

(160071669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Rom1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 109.724.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 27 avril 2016, Messieurs Maxime TAN-NOURI et François MEUNIER, domiciliés professionnellement au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, ont été nommés administrateurs avec effet rétroactif au 29 février 2016, en remplacement de Mesdames Tanja BERNAT et Anna WIAZ, démissionnaires.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

Luxembourg, le 28 avril 2016.

Pour: ROMI S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2016100593/17.

(160071709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Rom11 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 128.827.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 20 avril 2016, Messieurs Maxime TAN-NOURI et François MEUNIER, domiciliés professionnellement au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, ont été nommés administrateurs avec effet rétroactif au 29 février 2016, en remplacement de Mesdames Tanja BERNAT et Anna WIAZ, démissionnaires.

Leur mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Luxembourg, le 28 avril 2016.

Pour: Rom11 S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2016100594/17.

(160071710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Rolanda S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1880 Luxembourg, 25, rue Pierre Krier.

R.C.S. Luxembourg B 160.856.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016100599/10.

(160071113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Sula Family Wealth S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 14, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 181.979.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016100608/10.

(160071466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Sunrise Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 562.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 132.254.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 28 avril 2016 que:

- Les démissions de Mme Sandrine BISARO et Madame Christelle MATHIEU, gérants de la Société, ont été acceptées avec effet au 10 février 2016;

- Les personnes suivantes ont été nommées gérants de la Société, avec effet au 10 février 2016 et pour une durée indéterminée:

* Madame Caroline GOERGEN, née le 9 juin 1979 à Verviers, Belgique, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg; et

* Monsieur Marouf MOUTAIROU né le 12 avril 1982 à Paris, France, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016100609/20.

(160071548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

**Technical Services & Maintenance (TSM) Conduites S.A., Société Anonyme,
(anc. Technical Services & Maintenance (TSM) SA).**

Siège social: L-1524 Luxembourg, 14, rue Michel Flammang.

R.C.S. Luxembourg B 85.490.

—
Les bilans au 31 décembre 2014, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29/03/2016.

TECHNICAL SERVICES & MAINTENANCE (TSM) CONDUITES S.A.

Signature

Référence de publication: 2016100643/13.

(160071346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

SHIP Luxco 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2352 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Probst.

R.C.S. Luxembourg B 154.711.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une décision de la Société en date du 22 mars 2016:

- D'accepter la démission de Madame Ruth SPRINGHAM et de Monsieur Fergal O'HANNRACHAIN avec effet immédiat;

- De nommer en tant que gérant de Catégorie A de la Société; Monsieur François BOURGON, né le 29 décembre 1969 à Phalsbourg, France, résidant professionnellement au 4, Rue Jean-Pierre Probst; L-2352 Luxembourg, et en tant que gérant de Catégorie B de la Société; Monsieur Enzo GUASTAFERRI, né le 7 novembre 1968 à Messancy, Belgique, résidant professionnellement au 4, Rue Jean-Pierre Probst; L-2352 Luxembourg, et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Et

- De transférer le siège social de la Société du 2-4 rue Beck, L-1222 Luxembourg au 4, Rue Jean-Pierre Probst; L-2352 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016100620/21.

(160071073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

SIGNA R.E.C.P. Development Kaufhaus Tyrol Beteiligung S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 142.232.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Compliance Partners S.A.
Unterschrift

Référence de publication: 2016100621/11.

(160071003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

SIDL, Skol International Development Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 17.967.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016100622/10.

(160071043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Société Financière Internationale pour l'Afrique (SOFIA), Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1247 Luxembourg, 4-6, rue de la Boucherie.
R.C.S. Luxembourg B 52.348.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 4 janvier 2016

L'Assemblée décide, avec effet immédiat, de transférer le siège social de la Société du 50, Route d'Esch, L-1470 Luxembourg, au 4-6, rue de la Boucherie, L-1247 Luxembourg,

L'Assemblée décide d'accepter avec effet immédiat la démission d'International Corporate Services (Luxembourg) Sàrl de son poste de commissaire aux comptes,

L'Assemblée nomme comme nouveau commissaire aux comptes:

- Comptassit S.A., ayant son siège social 12, rue de Bastogne, L-1217 Luxembourg;

Le nouveau Commissaire aux comptes achèvera le mandat de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE (SOFIA) S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2016100629/19.

(160071272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

P.G.L., Promotions Générales Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 33.016.

Extrait des résolutions prises par l'Actionnaire unique en date du 2 février 2016

1. La démission de Monsieur Laurent MALARD de son mandat d'administrateur et de Président du Conseil d'Administration est actée avec effet au 31 décembre 2015.

2. Monsieur Philippe COUSTY, né le 11 octobre 1962 à Saint-Sornin-Leulac, France, domicilié au 5, Allée des Asphodèles, F-33185 Le Haillan, France, est nommé Administrateur en son remplacement pour la durée restante de son mandat d'administrateur, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2016100577/14.

(160071198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

SLA Germany No.1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.501,00.**

Siège social: L-5365 Münsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 186.141.

—
Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 5 avril 2016

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

* Paul Lawrence, gérant de la Société, et ce avec effet au 8 avril 2016;

- de nommer:

* Monsieur Stephen Osmont, né le 14 mai 1978 à Jersey, ayant son adresse professionnelle au 1^{er} étage, Centre Descartes, 287-289 Route d'Arlon, L-1150, Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 4 avril 2016 et ce pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016100623/18.

(160071268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

SLA Germany No.2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.501,00.**

Siège social: L-5365 Münsbach, 9, rue Gabriel Lippman, Parc d'Activité Syrdall 2.

R.C.S. Luxembourg B 198.324.

—
Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 5 avril 2016

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

* Paul Lawrence, gérant de la Société, et ce avec effet au 8 avril 2016;

- de nommer:

* Monsieur Stephen Osmont, né le 14 mai 1978 à Jersey, ayant son adresse professionnelle au 1^{er} étage, Centre Descartes, 287-289 Route d'Arlon, L-1150, Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 4 avril 2016 et ce pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016100624/18.

(160071264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

SLA Germany No.3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Münsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 199.656.

—
Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 5 avril 2016

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

* Paul Lawrence, gérant de la Société, et ce avec effet au 8 avril 2016;

- de nommer:

* Monsieur Stephen Osmont, né le 14 mai 1978 à Jersey, ayant son adresse professionnelle au 1^{er} étage, Centre Descartes, 287-289 Route d'Arlon, L-1150, Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 4 avril 2016 et ce pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016100625/18.

(160071265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

S.à r.l. BDPX, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.394,68.**

Siège social: L-3474 Dudelange, rue Auguste Liesch.

R.C.S. Luxembourg B 30.853.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016100600/9.

(160071425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

SecurAsset S.A., Société Anonyme de Titrisation.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 144.385.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2016.

Pour la société SecurAsset S.A.

Référence de publication: 2016100601/11.

(160071145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Seynaeve Textiles Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.744.150,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 184.307.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société daté du 14 Août 2015 que:

- Jean-Christophe Seynaeve, résidant professionnellement au 1, Blommeke, B-8730 Beernem en Belgique a été réélu gérant de la Société et ce jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

- Maureen Seynaeve, résidant professionnellement au 3, Seyntexlaan, B-8700 Tielt en Belgique a été réélu gérant de la Société et ce jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

- Thomas Seynaeve, résidant professionnellement au 3, Blommeke, B-8730 Beernem en Belgique a été réélu gérant de la Société et ce jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 27 avril 2016.

Référence de publication: 2016100602/18.

(160071470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Osmie.com S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7531 Mersch, 13, rue Docteur Ernest Feltgen.

R.C.S. Luxembourg B 164.249.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 26 avril 2016.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2016099129/11.

(160069415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2016.

Triton Luxembourg II GP Rice S.C.A., Société en Commandite par Actions.**Capital social: EUR 38.569,55.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 180.297.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Triton Luxembourg II GP Rice S.C.A.**Un mandataire*

Référence de publication: 2016100654/11.

(160071590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Tof Lux I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand Rue.

R.C.S. Luxembourg B 198.839.

EXTRAIT

Extrait rectificatif se rapportant aux décisions du 7 avril 2016 déposées le 21 avril 2016, portant la référence L160066240 et indiquant que Madame Nathalie Houllé, née le 8 mars 1984 à Forbach, France, résidant professionnellement au 60, Grand Rue, L-1660 Luxembourg, Luxembourg et la société PIMCO Lux Management S.à r.l., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 203 083, ayant son siège social au 60, Grand Rue, L-1660 Luxembourg, Luxembourg sont nommées en tant que gérants B de la Société avec effet au 7 avril 2016 et ce pour une durée indéterminée, et que Madame Véronique Ménard, née le 2 octobre 1973 à Le Loroux-Bottereau, France, résidant professionnellement au 11, Baker Street, GB-W1U 3AH Londres, Royaume-Uni est nommée en tant que gérant A de la Société avec effet au 7 avril 2016 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016100659/18.

(160071472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Trinugraha Capital & Co SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 160.504.

Il résulte des résolutions des associés de la Société daté le 20 Décembre 2013, les décisions suivantes:

- Démission de M. Doug Puckett au poste de conseiller de surveillance avec effet au 20 décembre 2013;

- Election de M. Clive Bode, né le 3 juin 1943 au Royaume-Uni, résidant professionnellement au 401 Congress Avenue, Suite 2750, Austin Texas, 78701, au poste de conseiller de surveillance avec effet au 20 décembre 2013 et pour une durée de 3 ans.

Il résulte également des résolutions des associés de la Société daté le 7 mai 2015, la décision suivante:

- Ré-élection de M. Davidson Martin, M. Garibaldi Thohir et M. Clive Bode au poste de conseillers de surveillance jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016100650/16.

(160071465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

U Access, Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 189.490.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016100669/9.

(160071014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Urban 67 (European RE Club) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.501,00.**

Siège social: L-5365 Münsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 192.794.

—
Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 5 avril 2016

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

* Paul Lawrence, gérant de la Société, et ce avec effet au 8 avril 2016;

- de nommer:

* Monsieur Stephen Osmont, né le 14 mai 1978 à Jersey, ayant son adresse professionnelle au 1^{er} étage, Centre Descartes, 287-289 Route d'Arlon, L-1150, Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 4 avril 2016 et ce pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016100670/18.

(160071266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Uni-Global, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 38.908.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016100671/9.

(160070939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Union Privée de Participation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 43.040.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 12 avril 2016

1. Le siège social de la société est transféré du 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg avec effet au 18 avril 2016.

2. L'adresse professionnelle des administrateurs est également modifiée comme suit avec effet au 18 avril 2016:

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, Président

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016100736/17.

(160071400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Villa David Chipperfield Ovest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 172.086.

Les comptes au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VILLA DAVID CHIPPERFIELD OVEST S.À R.L.

Référence de publication: 2016100740/10.

(160071022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

SPF - Sierra Portugal Feeder 1, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 134.475.

—
EXTRAIT

Suite à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société tenue en date du 27 avril 2016, les décisions suivantes ont été prises:

- Accepter la démission de M. Adrian Perrins Ford de son poste de membre du conseil de surveillance de la Société avec effet au 31 mars 2016; et
- Nommer M. Pedro José d'Homée Caupers, né le 10 novembre 1953 à Lisbonne, Portugal, et ayant son adresse professionnelle au 22 Calle Goya, 3º, 28001 Madrid, Espagne en tant que membre du conseil de surveillance de la Société avec effet au 31 mars 2016 et ce, jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016100634/17.

(160071321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

SPF-Sierra Portugal Real Estate, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 134.615.

—
EXTRAIT

Suite à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société tenue en date du 27 avril 2016, les décisions suivantes ont été prises:

- Accepter la démission de M. Adrian Perrins Ford de son poste de membre du conseil de surveillance de la Société avec effet au 31 mars 2016; et
- Nommer M. Pedro José d'Homée Caupers, né le 10 novembre 1953 à Lisbonne, Portugal, et ayant son adresse professionnelle au 22 Calle Goya, 3º, 28001 Madrid, Espagne en tant que membre du conseil de surveillance de la Société avec effet au 31 mars 2016 et ce, jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016100635/17.

(160071306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Transocean Drilling Enterprises S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 25, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 186.588.

—
Extrait des décisions de l'associé unique de la Société adoptées par écrit le 22 avril 2016

L'associé unique de la Société a pris acte et a accepté les démissions de leurs mandats de gérants de la Société de Mark Jones, avec effet au 22 avril 2016, Olaf Hesse, avec effet au 31 mars 2016.

L'associé unique de la Société a en outre décidé de nommer avec effet immédiat Charles Stephen McFadin, dont l'adresse professionnelle se situe au 25, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée.

En conséquence de ce qui précède, en date du 22 avril 2016, le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

- Fabrice Maire, gérant; et
- Charles Stephen McFadin, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Transocean Drilling Enterprises S.à r.l.
Un mandataire*

Référence de publication: 2016100648/20.

(160071202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

The Central, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 190.813.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2016.

Un mandataire

Référence de publication: 2016100644/11.

(160071076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Triton IV Luxco No.22 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 202.046.

EXTRAIT

Suite à un contrat de transfert de parts sociales en date du 27 avril 2016, Triton Masterluxco 4 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 12,500.08 euros, dont le siège social est au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177725 a transféré 1.250.000 parts sociales détenues dans la Société à Triton IV LuxCo No.17 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 12,500,-euros, dont le siège social est au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 199991.

En conséquence, la totalité des parts sociales de la Société est détenue par Triton IV LuxCo No.17 S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Triton IV LuxCo No.22 S.à r.l.

Référence de publication: 2016100651/20.

(160071530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

SHIP Luxco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2352 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Probst.
R.C.S. Luxembourg B 154.706.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision de la Société en date du 22 mars 2016:

- D'accepter la démission de Madame Ruth SPRINGHAM et de Monsieur Fergal O'HANNRACHAIN avec effet immédiat;

- D'accepter la démission de Monsieur Robin MARSHALL et de Monsieur Desmond MITCHELL avec effet au 16 octobre 2015;

- De nommer en tant que gérant de Catégorie A de la Société; Monsieur François BOURGON, né le 29 décembre 1969 à Phalsbourg, France, résidant professionnellement au 4, Rue Jean-Pierre Probst; L-2352 Luxembourg, et en tant que gérant de Catégorie B de la Société; Monsieur Enzo GUASTAFERRI, né le 7 novembre 1968 à Messancy, Belgique, résidant professionnellement au 4, Rue Jean-Pierre Probst; L-2352 Luxembourg, et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Et

- De transférer le siège social de la Société du 2-4 rue Beck, L-1222 Luxembourg au 4, Rue Jean-Pierre Probst; L-2352 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016100619/23.

(160071074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

SLA Ireland No 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-5365 Münsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 191.411.

Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 5 avril 2016

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de:

* Paul Lawrence, gérant de la Société, et ce avec effet au 8 avril 2016;

- de nommer:

* Monsieur Stephen Osmont, né le 14 mai 1978 à Jersey, ayant son adresse professionnelle au 1^{er} étage, Centre Descartes, 287-289 Route d'Arlon, L-1150, Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 4 avril 2016 et ce pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016100626/18.

(160071267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Synergo Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1247 Luxembourg, 4-6, rue de la Boucherie.
R.C.S. Luxembourg B 161.362.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social à Luxembourg le 22 mars 2016

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires que:

1. L'Assemblée accepte la démission de Mr Marcello STANZIONE de sa fonction d'administrateur unique de la Société.

2. L'Assemblée décide transférer le siège social de la Société du 21 avenue Monterey L-2163 Luxembourg à 4-6, rue de la Boucherie, L-1247 Luxembourg.

3. L'Assemblée décide de nommer un nouveau conseil d'administration composé des trois administrateurs suivants:

- Monsieur Francesco TESTA, né le 30 août 1974 à Sorengo, Suisse, demeurant au 27, Via Serafino Balestra, CH-6900 Lugano, Suisse, administrateur et Président;

- Madame Christine PICCO, née le 05 mars 1968 à Hayange, France, demeurant au 4-6, rue de la Boucherie, L-1247 Luxembourg, administrateur;

- Monsieur Marcello STANZIONE, né le 26 octobre 1968, à Gallarate, Italie, demeurant au 27, Via Serafino Balestra, CH-6900 Lugano, Suisse, administrateur.

Le mandat des nouveaux administrateurs prendra fin en l'année 2022.

4. L'Assemblée accepte la démission de COMPTASSIT S.A. de son mandat de commissaire aux comptes;

5. L'Assemblée décide de nommer à la fonction de commissaire aux comptes la société F.C.G. S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à 26, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B203214.

Le mandat du nouveau commissaire aux comptes prendra fin en l'année 2022.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016100639/27.

(160071696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Varenne S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.850.000,00.

Siège social: L-2610 Luxembourg, 76, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 52.677.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016100739/9.

(160071363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

TSC Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 147.956.

In the year two thousand and sixteen, on the nineteenth day of February.

Before us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of "TSC Fund", a partnership limited by shares - specialised investment fund (société en commandite par actions - fonds d'investissement spécialisé) qualifying as an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable), incorporated pursuant to a notarial deed dated 27 August 2009 drawn up by Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, who acted in replacement of Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1771 of 14 September 2009, registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under the number B 147.956, and having its registered office at 14, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg (the "Company").

The Meeting was opened at 4.00. p.m. with Mrs Lydie Moulard, employee, professionally residing in Luxembourg in the chair.

The Meeting elected Mrs Fanny Marx, employee, professionally residing in Luxembourg, as secretary.

The Meeting elected Mrs Nicole Hoffmann, employee, professionally residing in Luxembourg, as scrutineer.

The office of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to act that:

I. All the shares being registered shares, the present extraordinary general meeting has been convened by notices re-producing the agenda of the present meeting sent by registered mail to each of the registered shareholders of the Company on 10 February 2016.

II. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the shareholders or their proxies, by the office of the meeting and the notary. The said list as well as the proxies signed "ne varietur" will be registered with this deed.

III. It appears from the attendance list that 104,090 shares out of 171,350 outstanding shares including the only outstanding management share representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company are present or represented at this extraordinary general meeting.

IV. The agenda of the Meeting is the following:

1. Amendment of the articles of incorporation of TSC Fund in accordance with the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers and full restatement of the articles of incorporation;

2. Miscellaneous.

V.- Considering that the minimum quorum of fifty (50) percent of the shares required to validly deliberate on items of the agenda of the extraordinary general meeting has been reached, as detailed in the attendance list, the meeting is regularly constituted and may validly decide on all the items of the agenda.

After deliberation the meeting took the following resolution by unanimous vote.

Sole resolution

The meeting decides to restate the articles of incorporation of the Company so as to henceforth read as follows:

Preliminary title - Definitions

In these articles of incorporation, the following shall have the respective meaning set out below:

"Affiliate"	in respect of a Person, any Person directly or indirectly controlling, controlled by, or under control with, such Person
"Alternative Investment Fund Manager" or "AIFM"	the alternative investment fund manager of the Company, in accordance with these Articles of Incorporation and the Placement Memorandum
"Appendix"	any appendix to the Placement Memorandum, setting out the specifics of a Sub-fund
"Article"	an article of the Articles of Incorporation
"Articles of Incorporation"	the articles of incorporation of the Company, as amended from time to time
"Bank Business Day"	each day upon which the banks are open for business in Luxembourg for the full day
"Board"	the board of directors of the General Partner
"Catch-up Contribution"	has, when applicable, to a Sub-fund, the meaning ascribed to in that Sub-fund's Appendix
"Central Administration"	the central administration of the Company, acting as the Company's administrative agent, domiciliary and corporate agent and registrar agent in Luxembourg

"Class(es)"	one or more Classes of Ordinary Shares as may be available in each Sub-fund, the assets of which shall be commonly invested according to the investment objective of that Sub-fund, but where a specific sales and/or redemption charge structure, fee structure, distribution policy, target Investor, reference currency or hedging policy shall be applied
"Commitment"	the commitment of an Investor to subscribe for Ordinary Shares in a particular Sub-fund and to pay for them within the time limits and under the terms and conditions set forth in the Placement Memorandum and summarised in such Investor's Subscription Agreement and the relevant Funding Notice
"Commitment Period"	in respect of a particular Sub-fund, when applicable, the period during which it is envisaged that an Investor's Commitment will be entirely drawn down and fully paid to the relevant Sub-fund subject to the terms of the Placement Memorandum and the Funding Notices
"Company"	TSC Fund, a Luxembourg investment company with variable capital – specialised investment fund (société d'investissement à capital variable – fonds d'investissement spécialisé) incorporated as a partnership by shares (société en commandite par actions) governed by the Law of 13 February 2007; for the purpose of these Articles of Incorporation, "Company" shall also mean, where applicable, the General Partner acting on behalf of the Company
"CSSF"	the Commission de Surveillance du Secteur Financier
"Defaulting Investor"	an Investor declared as such by the General Partner in accordance with Article 8.3 hereof
"Depository"	such bank or other credit institution within the meaning of the Luxembourg law dated 5 April 1993 relating to the financial sector, as amended, that may be appointed as depository of the Company
"Director"	a member of the Board
"Drawdown"	in respect of a particular Sub-fund, the drawing of all or part of the Commitments received and accepted by the Company pursuant to the terms of a Funding Notice
"Fair Market Value"	the price as determined dynamically as at a specific date by buyers and sellers in an open market
"Funding Notice"	in respect of a particular Sub-fund, a notice whereby the General Partner informs each Limited Shareholder of a Drawdown and requests the relevant Limited Shareholders to pay to the relevant Sub-fund whole or part of the remaining balance of their Commitments
"General Partner"	Threestones Capital Management S.A., in its capacity as Unlimited Shareholder (associé commandité) of the Company or such other entity that may act as Unlimited Shareholder of the Company and where applicable in its capacity as alternative investment fund manager to the Company
"Independent Appraiser"	any Person, which has no interest in any Share and is not affiliated with the AIFM, the Company and/or any investment advisor, appointed by the AIFM to advise with regard to the value of properties and property rights registered in the name of the Company or any of its Subsidiaries as well as the direct or indirect shareholdings of the Company in property companies
"Investor"	a Well-Informed Investor who has signed and returned a Subscription Agreement and whose Commitment has been accepted by the Company; for the avoidance of doubt, the "Investor" shall include, where appropriate, a Shareholder
"Law of 10 August 1915"	the Luxembourg law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended from time to time
"Law of 13 February 2007"	the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended from time to time
"Law of 12 July 2013"	the Luxembourg law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers, as may be amended from time to time
"Limited Shareholder"	the holder of Ordinary Shares (actions ordinaires de commanditaires), whose liability is limited to the amount of its investment in the Company
"Luxembourg GAAP"	the generally accepted accounting principles in Luxembourg, as the same may be amended from time to time
"Management Share"	a management share (action de gérant commandité) held by the General Partner in the share capital of the Company, in its capacity as Unlimited Shareholder (associé commandité)
"Net Asset Value"	the net asset value of a particular Sub-fund as determined in accordance with Article 12 hereof and the Placement Memorandum
"Ordinary Shares"	the ordinary shares (actions ordinaires de commanditaire) held by the Limited Shareholders (actionnaires commanditaires) in the share capital of the Company
"Person"	any individual, corporation, limited liability company, trust, partnership, estate,

	unincorporated association or other legal entity
"Placement Memorandum"	the placement memorandum of the Company, as the same may be amended from time to time
"Prohibited Person"	any Person, if in the sole opinion of the General Partner, the holding of Shares by such Person may be detrimental to the interests of the existing Investors, the relevant Sub-fund or of the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or otherwise, or if as a result thereof the Company or the Sub-fund may become exposed to tax or other regulatory disadvantages (including, without limitation, causing the assets of the Company or of the Sub-fund to be deemed to constitute "plan assets" for purposes of the US Department of Labor Regulations under ERISA), fines or penalties that it would not have otherwise incurred; the term "Prohibited Person" includes any Investor which does not meet the definition of Well-Informed Investor and any categories of Well-Informed Investors as may be determined by the General Partner
"Real Estate"	includes: <ul style="list-style-type: none"> - properties consisting of land and buildings; - direct and indirect participations in real estate companies (including claims, loans and debt on such companies), the main object and purpose of which is the development, acquisition, promotion and sale as well as the letting of properties provided that these shareholdings must be at least as liquid as the property rights held directly by such real estate companies; - property related long-term interests such as surface ownership, lease-hold and options on real estate properties; and - any other meaning as given to the term by the Luxembourg supervisory authority and any applicable laws and regulations from time to time in Luxembourg
"Reference Currency"	the currency in which the Net Asset Value of a particular Sub-fund is denominated, as specified in that Sub-fund's Appendix
"Shareholder"	any holder of (a) Share(s) of a particular Sub-fund, i.e. the Limited Shareholders and/or the Unlimited Shareholder as the case may be
"Shares"	shares of a particular Sub-fund in the capital of the Company, including the Management Share(s) held by the General Partner and the Ordinary Shares held by the Limited Shareholders
"Sub-fund"	any sub-fund of the Company, the details of which are specified in the relevant Appendix and, where the context so requires, the term "Sub-fund" shall mean the General Partner acting on behalf of a particular Sub-fund
"Subscription Agreement"	the subscription agreement entered into between an Investor and the Company by which: <ul style="list-style-type: none"> - the Investor commits himself to subscribe for Ordinary Shares in a particular Sub-fund for a certain maximum amount, which amount will be payable to the Sub-fund in whole or in part when the Investor receives a Funding Notice; - the Company commits itself to issue Ordinary Shares in a particular Sub-fund to the relevant Investor to the extent that such Investor's Commitment is called up and paid; and - the Investor makes certain representations and give certain warranties to the Company
"Subscription Price"	in respect of a particular Sub-fund, the price at which the Ordinary Shares are offered for subscription as determined by the General Partner and further described in the Placement Memorandum and in that Sub-fund's Appendix
"Subsidiary"	any local or foreign corporation or partnership or other entity (including for the avoidance of doubt any wholly-owned Subsidiary): <ul style="list-style-type: none"> (a) which is controlled by the Company; and (b) in which the Company holds, through one or more Sub-funds, in aggregate more than 50% of the share capital; and (c) which meets the following conditions: <ul style="list-style-type: none"> (i) it does not have any activity other than the holding of investments which qualify under the investment objectives and policies of the Company and the relevant Sub-fund(s) as more fully described in the Placement Memorandum; and (ii) to the extent required under applicable accounting rules and regulations, such subsidiary is consolidated in the annual accounts of the Company; any of the above mentioned local or foreign corporations or partnerships or other entities shall be deemed to be "controlled" by the Company if (i) the Company holds in aggregate, directly or indirectly, more than 50% of the voting rights in such entity or controls more than 50% of the voting rights pursuant to an agreement with the other shareholders or (ii) the majority of the managers or board members of such entity are members of the Board

	or of any Affiliates of the General Partner, except to the extent that this is not practicable for tax or regulatory reasons or (iii) the Company has the right to appoint or remove a majority of the members of the managing body of that entity
"Target Funds"	when applicable in respect of a Sub-fund, means the target fund(s) in which a Sub-fund may invest by way of primary or secondary transactions, including, for the avoidance of doubt, any Sub-fund
"Undrawn Commitments"	in respect of a particular Sub-fund, the portion of a Commitment that has not yet been drawn down and paid in to the Sub-fund
"Unlimited Shareholder"	Threestones Capital Management S.A., as holder of the Management Share(s) (action(s) de gérant commandité) and unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Company, liable without any limits for any obligations that cannot be met out of the assets of the Company
"US"	United States of America, its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction
"Valuation Day"	shall be a Bank Business Day in respect of which the Net Asset Value per Share of any Class of a Sub-fund is calculated in accordance with these Articles of Incorporation and as set out in that Sub-fund's Appendix
"Well-Informed Investor"	has the meaning ascribed to it by article 2 of the Law of 13 February 2007, and includes: <ul style="list-style-type: none"> (i) institutional investors; (ii) professional investors, being those investors who are, in accordance with Luxembourg laws and regulations, deemed to have the experience, knowledge and expertise to make their own investment decisions and properly assess the risk they incur; and (iii) any other well-informed investor who fulfils the following conditions: <ul style="list-style-type: none"> (i) declares in writing that he adheres to the status of well-informed investor and invests a minimum of EUR 125,000 in the Company, or any equivalent amount in another currency; or (ii) declares in writing that he adheres to the status of well-informed investor and provides an assessment made by a credit institution within the meaning of the Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2009/65/EC, certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the Company

Chapter I. - Name, Registered office, Object, Duration

1. Corporate Name. There is hereby established among the General Partner in its capacity as Unlimited Shareholder, the Limited Shareholders and all persons who may become owners of the Ordinary Shares, a Luxembourg regulated investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé), under the form of a limited partnership by shares (société en commandite par actions).

The Company will exist under the corporate name of "TSC Fund".

2. Registered Office. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

The General Partner is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for any amendment to the Articles of Incorporation.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the General Partner.

3. Object. The object of the Company is to invest its assets in a wide range of assets eligible to a specialised investment fund governed by the Law of 13 February 2007 with the purpose of spreading investment risks and affording its Investors the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the Law of 13 February 2007.

4. Investment Policies and restrictions. All investments and the course of conduct of the management and business affairs of the Company shall be subject to the corporate and investment policy, investment objectives, investment strategy and the investment powers and restrictions as set forth in the Placement Memorandum and in compliance with applicable laws and regulations.

5. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Chapter II. - Capital, Shares

6. Share capital - Classes of Ordinary shares. The minimum share capital of the Company shall be, as required by the Law of 13 February 2007, one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000). This minimum must be reached within a period of twelve (12) months following the authorisation of the Company by the CSSF.

The capital of the Company shall be represented by fully paid-up Shares of no par value and shall at all times be equal to its Net Asset Value as defined in Article 12 hereof.

The General Partner may, at any time, establish several pools of assets, each constituting a Sub-fund within the meaning of article 71 of the Law of 13 February 2007.

The General Partner shall attribute a specific investment objective and policy, specific investment restrictions and a specific denomination to each Sub-fund.

The right of Shareholders and creditors relating to a particular Sub-fund or raised by the establishment, the operation or the liquidation of a Sub-fund are limited to the assets of such Sub-fund. The assets of a Sub-fund will be answerable exclusively for the rights of the Shareholders relating to this Sub-fund and for those of the creditors whose claim arose in relation to the incorporation, the operation or the liquidation of this Sub-fund. In relation between Shareholders, each Sub-fund will be deemed to be a separate entity.

The General Partner may, at any time, issue different Classes of Ordinary Shares, which may differ, inter alia, in their fee structure, minimum investment requirement, type of target investors, distribution policy, Reference Currency or hedging policy. Those Classes of Ordinary Shares will be issued in accordance with the requirements of the Law of 13 February 2007 and the Law of 10 August 1915 and shall be disclosed in the Placement Memorandum.

The Ordinary Shares of any Class are referred to as the "Ordinary Shares" and each as an "Ordinary Share" when reference to a specific Class of Ordinary Shares is not required.

The Management Share(s) together with the Ordinary Shares of any Class are referred to as the "Shares" and each as a "Share" when reference to a specific category of Shares is not required.

The share capital of the Company shall be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid-up Shares or the redemption by the Company of existing Shares from its Shareholders.

7. Form of Shares. The Company shall issue fully paid-up Shares of each Sub-fund and each Class in registered form only.

All issued Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more entities designated thereto by the Company and under the Company's responsibility, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number and Class of registered Shares held by him.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership of such registered Shares. The Company shall normally not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The Company shall consider the person in whose name the Ordinary Shares are registered as the full owner of the Shares. Vis-à-vis the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. Notwithstanding the above, the Company may decide to issue fractional Shares up to the nearest one hundredth of a Share. Such fractional Shares shall carry no entitlement to vote but shall entitle the holder to participate in the net assets of the relevant Class on a pro rata basis.

Subject to the provisions of Article 9 hereof, any transfer of registered Ordinary Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by one or more Directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorised thereto by the General Partner.

Ordinary Shares are freely transferable, subject to the provisions of Article 9 hereof.

Shareholders entitled to receive registered Ordinary Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so recorded into the register of Shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Payments of distributions, if any, will be made to Shareholders in respect of registered Ordinary Shares at their addresses indicated in the register of Shareholders.

8. Issue and Subscription for Ordinary Shares.

8.1 Issue of Ordinary Shares

The General Partner of the Company is authorised, without limitation, to issue new Ordinary Shares of any Class and in any Sub-fund at any time without reserving for existing Limited Shareholders a preferential right to subscribe for the Ordinary Shares to be issued.

The General Partner may issue Ordinary Shares only to investors qualifying as Well-Informed Investors.

The General Partner may impose restrictions on the frequency with which Ordinary Shares are issued; the General Partner may, when applicable to a particular Sub-fund, decide that Ordinary Shares in any Class shall only be issued during one or more closings, offer periods or at such other frequency as provided for in the Placement Memorandum and that Ordinary Shares will only be issued to Well-Informed Investors having entered into a Subscription Agreement containing, inter alia, an irrevocable commitment and application to subscribe, during a certain period, for Ordinary Shares for a total amount as determined in the Subscription Agreement. As far as permitted under Luxembourg laws and regulations, any Subscription Agreement may contain specific provisions not contained in the other Subscription Agreements.

Furthermore, the General Partner may impose restrictions in relation to the minimum amount to be initially committed for investment and the minimum amount of any additional investments, as well as the minimum shareholding, which any Limited Shareholder is required to comply with at any time. The General Partner may also decide to increase the issue price by any fees, commissions and costs as disclosed in the Placement Memorandum.

The number of Ordinary Shares of any Sub-fund and/or Class issued to any Investor in connection with any Drawdown will be equal to the amount paid by the Investor under the related Funding Notice less any applicable fees and charges as determined by the General Partner in its discretion and detailed in the Placement Memorandum, divided, as the case may be, by the applicable Subscription Price per Ordinary Share of the relevant Sub-fund and/or Class.

No Ordinary Shares of any Sub-fund and/or Class will be issued by the Company during any period in which the determination of the Net Asset Value of the Ordinary Shares of the relevant Sub-fund and/or Class is suspended by the General Partner, as noted in Article 12 hereof. In the event the determination of the Net Asset Value per Ordinary Share of any Sub-fund and/or Class is suspended, any pending subscriptions of Ordinary Shares of the relevant Sub-fund and/or Class will be carried out on the basis of the next following Net Asset Value per Ordinary Shares of the relevant Sub-fund and/or Class as determined in respect of the Valuation Day following the end of the suspension period.

Drawdowns will usually be made by sending a Funding Notice ten (10) Bank Business Days in advance of the Drawdown date to the Investors. The General Partner may decide to shorten such period in its reasonable discretion.

The General Partner may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

8.2 Restrictions to the Subscription for Ordinary Shares

The Ordinary Shares may only be subscribed by Well-Informed Investors.

The General Partner may, in its absolute discretion, accept or reject any subscription for Ordinary Shares. It may also restrict or prevent the ownership of Ordinary Shares by any Prohibited Person as determined by the General Partner or require any Investor to provide it with any information that it may consider necessary for the purpose of deciding whether or not such Investor is, or will be, a Prohibited Person.

8.3 Default Provisions

The failure of an Investor to make, within a specified period of time determined by the General Partner in the relevant Funding Notice, any required contributions or certain other payments, in accordance with the terms of its Subscription Agreement, entitles the Company to declare the relevant Investor a Defaulting Investor, which results in the penalties determined by the General Partner and detailed in the Placement Memorandum, subject to the discretion of the General Partner to waive such penalties.

9. Transfer of shares.

9.1 Transfer of Management Share

The transfer restrictions as set forth in Article 9.2 hereof shall not apply to the transfers of the Management Shares.

The Management Shares are freely transferable only to an Affiliate of the General Partner, provided that the transferee shall adopt all rights and obligations accruing to the General Partner relating to its position as a holder of the Management Shares and provided the transferee is not a physical person.

9.2 Transfer of Ordinary Shares

Unless stipulated otherwise in these Articles of Incorporation, no Limited Shareholder will sell, assign or transfer any of its Ordinary Shares without the prior written consent of the General Partner. The consent of the General Partner may be reasonably withheld for any reason including those referred to below:

(a) if the General Partner considers that the transfer would or could adversely affect the Company or the General Partner, or subject the Company or the General Partner (or any Affiliate thereof) to any charge or taxation to which it would not otherwise be subject;

(b) if the General Partner reasonably considers that the transfer would cause the Company and/or any Sub-fund to be terminated;

(c) if the General Partner considers that the effect of such transfer of Ordinary Shares will result in a violation of Luxembourg laws and regulations including, without limitation, the Law of 13 February 2007;

(d) if the General Partner considers that the transfer would violate any other applicable laws or regulations or any term or provision of the Articles of Incorporation and/ or of the Placement Memorandum of the Company;

(e) if the General Partner considers that the transfer would result in adverse tax or regulatory consequences to the Company, any Sub-fund or the Limited Shareholders;

(f) if the General Partner considers that the proposed transferee will be unable to meet its obligations hereunder in respect of Commitments;

(g) if the General Partner considers the transferee to be a competitor of the Company, the Sub-fund or the General Partner, or to be of lower credit-worthiness than the transferor; or

(h) if the transferee does not qualify as a Well-Informed Investor or is a Prohibited Person.

In addition to the above, transfers of Ordinary Shares will be permitted as long as all the following conditions are satisfied:

(a) the purchaser, transferee or assignee thereof (the "Transferee") must qualify as a Well-Informed Investor;

(b) the Transferee must fully and completely assume in writing any and all remaining obligations relating to its position as a holder of Ordinary Shares (including, without limitation, the obligation to pay in the Undrawn Commitments further to any Drawdown made, and in accordance with any Funding Notice issued by the General Partner) of the vendor or transferor of Ordinary Shares (the "Transferor") under the Subscription Agreement entered into by the Transferor;

(c) the Transferor shall remain jointly and severally liable with the Transferee for any and all remaining obligations relating to its position as holder of Ordinary Shares (including, without limitation, the obligation to pay the Undrawn Commitments in accordance with any Drawdown made by the General Partner);

(d) the Transferor shall irrevocably and unconditionally guarantee to the Company, and the General Partner, as applicable, the due and timely performance by the Transferee of any and all obligations relating to its position as holder of Ordinary Shares (including, without limitation, the obligation to pay the Undrawn Commitments in accordance with any Drawdown made by the General Partner), and shall hold such parties harmless in that respect, to the extent permitted by law.

10. Redemption of Ordinary Shares.

10.1 Closed-ended Sub-funds

For closed-ended Sub-funds, as identified in such Sub-funds' Appendix, the Company does not redeem Ordinary Shares upon the request of the Limited Shareholders.

In such case however, the General Partner may at any time resolve to accept, and use its best efforts to meet, redemption requests from Limited Shareholders in a particular Sub-fund under the conditions and in accordance with the procedures it will determine in its discretion and in compliance with the principle of equal treatment of Shareholders, in which case the Placement Memorandum shall be updated accordingly.

Alternatively, if after the investment period a Limited Shareholder in a particular Sub-fund is unable to find a transferee for its Ordinary Shares and requests the General Partner to redeem those Ordinary Shares, the General Partner may, in its sole discretion but with the consent of the redeeming Limited Shareholder, provide the other (non-redeeming) Limited Shareholders in the Sub-fund with a right (but not an obligation) to purchase the Ordinary Shares of the redeeming Limited Shareholder at an amount equal to 90% of their most recent Net Asset Value and on a pro-rata basis to their shareholding in the Sub-fund.

10.2 Open-ended Sub-funds

For open-ended Sub-funds, as identified in such Sub-funds' Appendix, Limited Shareholders may request the redemption of all or part of their Ordinary Shares by the Company, if so indicated in the Appendix of the Sub-fund concerned, and under the terms and procedures set forth by the General Partner in the Placement Memorandum and within the limits provided by law and the Articles of Incorporation.

In particular, at the option of the General Partner, Ordinary Shares or a certain Class of Ordinary Shares may be redeemed only during a certain timeframe, in accordance with a certain procedure of priority and/or in respect of a scale down procedure as further detailed in the Placement Memorandum. Furthermore, the General Partner may determine a minimum holding requirement, so that any redemption request which, when executed, would cause the Shareholder's investment in a Sub-fund to fall below that minimum holding requirement, will be considered as a request for a full redemption of that Shareholder's shareholding in that particular Sub-fund. Any such minimum holding requirement will be set out for the relevant Sub-fund in that Sub-fund's Appendix.

The redemption price shall be the Net Asset Value per Share of the relevant Share Class determined in accordance with the provisions of Article 12 as at the Valuation Day specified by the General Partner in its discretion, less a redemption fee, if applicable, and any taxes, commissions and other fees incurred in connection with the transfer of the redemption proceeds (including those taxes, commissions and fees incurred in any country in which the Ordinary Shares are sold).

The redemption price per Ordinary Share shall be paid within a period as determined by the General Partner and set out in the Placement Memorandum, provided that all documents necessary for the redemption have been received by the General Partner, subject to the provisions of Article 12.2 hereof.

10.3 Compulsory Redemption

In addition, Ordinary Shares may be compulsorily redeemed whenever the General Partner considers this to be in the best interest of the Company and/or of the relevant Sub-fund, subject to the terms and conditions the General Partner shall determine and within the limits set forth by law, the Placement Memorandum and these Articles of Incorporation. In particular, Ordinary Shares of any Class of any Sub-fund may be compulsorily redeemed at the option of the General Partner, on a pro rata basis among existing Limited Shareholders, in order to distribute to the Limited Shareholders upon the disposal of an investment by the Sub-fund any net sales proceeds of such disposal, notwithstanding any other distribution pursuant to Article 31 hereof. The redemption price per Ordinary Share shall be the Net Asset Value per Share of the relevant Class of the relevant Sub-fund as at the relevant Valuation Day. The redemption price per Ordinary Share shall be paid within a period as determined by the General Partner, which shall not exceed thirty (30) Bank Business Days from the date fixed for redemption.

Moreover, where it appears to the General Partner that any Prohibited Person precluded from holding Ordinary Shares in any Sub-fund holds in fact Ordinary Shares, the Company may compulsorily redeem the Ordinary Shares at their Net Asset Value subject to giving such Prohibited Person notice of at least fifteen (15) calendar days, and upon redemption, the Prohibited Person will cease to be a Limited Shareholder. In the event that the Company compulsorily redeems Ordinary Shares held by a Prohibited Person, the General Partner may provide the Limited Shareholders in the relevant Sub-fund (other than the Prohibited Person) with a right to purchase on a pro rata basis the Ordinary Shares of the Prohibited Person at the Net Asset Value of those Ordinary Shares.

10.4 General Redemption Provisions

Any taxes, commissions and other fees incurred in connection with the payment of the redemption proceeds (including those taxes, commissions and fees incurred in any country in which Ordinary Shares are sold) will be charged by way of a reduction to any redemption proceeds.

Redeemed Shares may not be reissued and all redeemed Shares shall be cancelled in conformity with applicable law.

11. Conversion of Ordinary Shares. To the extent permitted in respect of a specific Sub-fund as set out in that Sub-fund's Appendix, and only subject to compliance with all relevant provisions thereof and procedures set out therein, Limited Shareholders of that Sub-fund may convert all or part of their Ordinary Shares in a Class into the corresponding amount of Ordinary Shares in another Class of the same Sub-fund.

Furthermore, any conversion request which, when executed, would cause the Shareholder's investment in a Class to fall below the minimum holding requirement, if any, as set out in the Placement Memorandum will be considered as a request for a full conversion of that Shareholder's shareholding in that particular Class.

The price for the conversion of Ordinary Shares from one Class in any Sub-fund into another Class in the same Sub-fund shall be computed by reference to the respective Net Asset Value of the two Classes of Shares in the relevant Sub-fund, calculated on the same Valuation Day increased by a conversion fee, if any, as detailed in the Placement Memorandum.

The Ordinary Shares which have been converted into Ordinary Shares of another Class will be cancelled.

Conversions from one Class of Ordinary Shares in any Sub-fund into another Class of Ordinary Shares (if any) of one or more other Sub-funds are not allowed.

12. Calculation of Net Asset Value per Share.

12.1 Calculation

The Net Asset Value per Ordinary Share will be expressed in the Reference Currency of the relevant Sub-fund and shall be determined by the Central Administration under the responsibility of the AIFM on each Valuation Day, in accordance with Luxembourg law and Luxembourg GAAP.

The Net Asset Value per Share of each Class and/or Sub-fund is calculated up to two decimal places.

In determining the Net Asset Value per Ordinary Share, income and expenditure are treated as accruing daily.

The Net Asset Value per Share in each Class in each Sub-fund on any Valuation Day is determined by dividing (i) the value of the total assets of that Sub-fund properly allocable to such Class less the liabilities of such Sub-fund properly allocable to such Class on such Valuation Day, by (ii) the number of Shares in such Class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below and Luxembourg GAAP.

In compliance with the Law of 13 February 2007, the accounts of the Subsidiaries of the Sub-fund will not be consolidated with the accounts of the Company.

The net asset value of the Company will be equal to the difference between the assets (including the Fair Market Value of Real Estate assets and development projects owned by the Company and its Subsidiaries) and the liabilities of the Company based on consolidated accounts prepared in accordance with Luxembourg GAAP

The calculation of the Net Asset Value of the each Sub-fund shall be made in the following manner:

Assets of the Sub-fund

The assets of each Sub-fund shall include:

- (a) all properties or property rights registered in the name of the Sub-fund or any of its Subsidiaries;
- (b) all shares, units, convertible securities, debt and convertible debt securities or other securities of Target Funds and Subsidiaries registered in the name of the Sub-fund;

- (c) all shareholdings in convertible and other debt securities of real estate companies;
- (d) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (e) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of properties, property rights, securities or any other assets sold but not delivered);
- (f) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Sub-fund;
- (g) all stock dividends, cash dividends and cash payments receivable by the Sub-fund to the extent information thereon is reasonably available to the Company or the Depositary;
- (h) all rentals accrued on any real estate properties or interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Sub-fund except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset;
- (i) the formation expenses of the Sub-fund, including the cost of issuing and distributing Shares of the Sub-fund; and
- (j) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance, insofar as the same have not been written off.

Valuation of Assets

In compliance with the provisions of Part II of the Law of 13 February 2007 and the Law of 12 July 2013, AIFM performs the independent valuation of the assets of the Company, where applicable with the assistance of one or more Independent Appraisers.

The AIFM shall perform its functions impartially and with all the requested due skill, care and diligence. The AIFM will value the assets of the Company using a formal set of guidelines on the basis of widely-accepted valuation standards, adapted as necessary to respect individual market considerations and practices.

The value of the Sub-fund' assets shall be determined as follows:

- (a) Real Estate investments registered in the name of the Sub-fund or a direct or indirect Subsidiary of the Sub-fund will be valued by the AIFM at the end of each fiscal year and on such other days as the AIFM may determine. Quarterly desktop valuations will be used for the calculation of the Net Asset Value on a Valuation Day other than at the end of each fiscal year;
- (b) securities listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the last available publicised stock exchange or Fair Market Value;
- (c) investments in Target Funds shall be valued at their latest available net asset value as reported or provided in respect of such Target Funds, provided that, among others but not limited to the case where a Target Fund (i) has failed to deliver valuations and financial statements on time or (ii) has, since the delivery of its last valuations and financial statements, experienced certain events, which may reasonably be expected to materially affect their respective value, the AIFM may carry out a valuation with prudence and in good faith using the latest available report prepared by such Target Fund and adjusting the respective valuations by any net capital movements (draw downs, distributions etc.);
- (d) securities, other than investments in Target Funds and which are not listed on a stock exchange nor dealt in on another regulated market, will be valued on the basis of the probable net realisation value (excluding any deferred taxation) determined by the AIFM;
- (e) the value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof; and
- (f) all other securities and other assets, including debt securities and securities for which no market quotation is available, are valued on the basis of dealer-supplied quotations or by a pricing service approved by the AIFM or, to the extent such prices are not deemed to be representative of market values, such securities and other assets shall be valued at fair value as determined the AIFM. Money market instruments held by the Company with a remaining maturity of ninety (90) days or less will be valued by the amortised cost method, which approximates Fair Market Value.

The value of all assets and liabilities not expressed in the Reference Currency of the Sub-fund will be converted into the Reference Currency at the relevant rates of exchange ruling on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined with prudence and in good faith by the AIFM.

Liabilities of the Sub-fund

The liabilities of each Sub-fund shall include:

- (a) all loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable;
- (b) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);
- (c) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management and advisory fees, including incentive fees (if any), custody fees, paying agency, registrar and transfer agency fees and domiciliary and corporate agency fees as well as reasonable disbursements incurred by the service providers);

(d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Sub-fund, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

(e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the Sub-fund, and other reserves (if any) authorised and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Sub-fund; and

(f) all other liabilities of the Sub-fund of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law. In determining the amount of such liabilities, the AIFM shall take into account all expenses payable by the Sub-fund and may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

The AIFM, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability of the Sub-fund. This method will then be applied in a consistent way. The Central Administration can rely on such deviations as approved by the AIFM, under its ultimate responsibility, for the purpose of the Net Asset Value calculation.

For the purpose of the above,

(a) Ordinary Shares to be issued by the Sub-fund shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the Valuation Day with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Sub-fund the price therefore shall be deemed to be an asset of the Sub-fund;

(b) Ordinary Shares of the Sub-fund to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Sub-fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the Sub-fund;

(c) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the Euro shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value per Ordinary Share; and

(d) where on any Valuation Day the Sub-fund has contracted to:

(i) purchase any asset (if the underlying risks and rewards of transaction are transferred), the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Sub-fund and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Sub-fund;

(ii) sell any asset (if the underlying risks and rewards of transaction are transferred), the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Sub-fund and the asset to be delivered by the Sub-fund shall not be included in the assets of the Sub-fund;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be determined by the AIFM.

The latest Net Asset Value per Ordinary Share may be obtained at the registered office of the Company at the latest sixty (60) Bank Business Days after the most recent Valuation Day.

For the avoidance of doubt, the provisions of this Article including, in particular, the above paragraph are rules for determining the Net Asset Value per Share of each Class in each Sub-fund and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any Shares issued by the Company.

12.2 Frequency and Temporary suspension of the calculation of the Net Asset Value per Share

With respect to each Class of Shares (if any) of any Sub-fund, the Net Asset Value per Share for the issue and redemption of Shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, under the ultimate responsibility of the AIFM, at least once a year, at a frequency determined by the General Partner and specified in the Placement Memorandum.

The AIFM may suspend the issue, redemption and/or conversion of Shares, and/or the determination of the Net Asset Value, of any particular Sub-fund and/or Class of Shares during:

(a) any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the AIFM, disposal of the assets owned by the relevant Sub-fund is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of Shareholders; or

(b) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the Sub-fund's assets or if for any reason the value of any asset of the Sub-fund which is material in relation to the determination of the Net Asset Value (as to which materiality the AIFM shall have sole discretion) may not be determined as rapidly and accurately as required; or

(c) any period when the value of any wholly-owned (direct or indirect) Subsidiary of the Sub-fund may not be determined accurately; or

(d) any period when any transfer of the Sub-fund involved in the realisation or acquisition of investments cannot in the opinion of the AIFM be effected at normal rates of exchange; or

(e) upon the publication of a notice convening a general meeting of Shareholders for the purpose of resolving to wind-up the Company or the Sub-fund; or

(f) any period when any one of the principal markets or other stock exchanges on which a portion of the assets of the Sub-fund of the Company, are quoted is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended; or

(g) when for any other reason, the prices of any investments cannot be promptly or accurately ascertained.

Notice of such suspension shall be published, if deemed appropriate by the AIFM.

Chapter III. - Management

13. Powers of the General partner. The Company shall be managed by Threestones Capital Management S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), in its capacity as Unlimited Shareholder of the Company.

The General Partner will have the broadest powers to administer and manage the Company, to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object, in particular in compliance with the investment policy, objectives and strategy and the investment restrictions as determined in Articles 3 and 4 and the Placement Memorandum.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner. The Limited Shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

The General Partner will have the power, in particular, to decide on the investment objectives, policies and restrictions and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, in compliance with these Articles of Incorporation, the Placement Memorandum and the applicable laws and regulations. The General Partner will have the power to enter into administration, investment and advisor agreements and any other contract and undertakings that it may deem necessary, useful or advisable for carrying out the object of the Company.

The General Partner may act itself as AIFM or appoint an external AIFM under the conditions and within the limits laid down by Luxembourg laws and regulations, in particular the Law of 13 February 2007 and the Law of 12 July 2013. Details regarding the appointment of an external AIFM, if any, will be incorporated in the Placement Memorandum.

14. Termination of the General Partner. The General Partner may be removed at any time without cause by means of a resolution of the general meeting of the Shareholders adopted as follows:

(a) the quorum shall be at least 95% of the share capital being present or represented;

(b) the resolution must then be passed by at least 95% of the votes of the capital present or represented. For the avoidance of doubt, the approval of the General Partner is not required, as provided for in the Articles of Incorporation, to validly decide on its removal.

The General Partner may also be removed at any time for cause (i.e. in case of fraud, gross negligence or wilful misconduct as determined by a court and resulting in a material economic disadvantage for the Company), by means of a resolution of the general meeting of Shareholders adopted as follows:

(a) the quorum shall be a majority of the capital being present or represented. If such quorum requirement is not met, a second general meeting of Shareholders will be called which may validly deliberate, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(b) in both meetings, resolutions must be passed by at least two thirds of the votes of the capital present or represented. For the avoidance of doubt, the approval of the General Partner is not required, as provided for in the Articles of Incorporation, to validly decide on its removal.

In the event of the removal of the General Partner, the general meeting of Shareholders will appoint a new general partner by means of a resolution adopted in the manner required to amend the Articles of Incorporation as described in Article 36 hereof, subject to prior the approval of the CSSF.

15. Representation of the Company. The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner represented by the joint signature of any two of its legal representatives or by the signature of any other person to whom such power has been delegated by the General Partner.

No Limited Shareholder shall represent the Company.

16. Liability of the General partner and Limited Shareholders. The General Partner shall be liable with the Company for all debts and losses, which cannot be recovered out of the Company's assets.

The Limited Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity whatsoever except when exercising their rights as Shareholders in general meetings of the Shareholders and shall be liable to the extent of their contributions to the Company.

17. Delegation of powers; agents of the general partner. The General Partner may, at any time, appoint officers or agents of the Company as required for the affairs and management of the Company, provided that the Limited Shareholders cannot act on behalf of the Company without losing the benefit of their limited liability. The appointed officers or agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner.

The General Partner will determine any such investment advisors', sub-investment advisors', officers' or agents' responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The General Partner may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

18. Conflict of interest. In the event that a particular Sub-fund is presented with an investment proposal involving an asset owned (in whole or in part) by a Limited Shareholder, the General Partner, an investment advisor or sub-investment advisor or any Affiliate thereof, or involving any portfolio company whose shares are held by, or which has borrowed funds from any of the aforementioned Persons, (including any managed, advised, or sponsored investment funds), such Person will fully disclose such conflict of interest to the General Partner who shall inform the Limited Shareholders accordingly.

In the event that a particular Sub-fund is presented with an investment proposal in an asset or portfolio company which was or is advised by the General Partner, any investment advisor or sub-investment advisor or any Affiliate thereof, the terms of such advisory work shall be fully disclosed to the General Partner and/or the Limited Shareholders, prior to the General Partner making a decision on such proposed investment.

The Company and any Sub-fund will enter into all transactions on an arm's length basis. The General Partner will inform the Limited Shareholders of any business activities in which the General Partner, any investment advisor or sub-investment advisor or any Affiliate thereof are involved and which could create an opportunity for conflicts of interest to arise in relation to the Company's and the Sub-fund's investment activity and of any proposed investments in which any Investor has a vested interest.

The General Partner, any investment advisor or sub-investment advisor or any of their Affiliates may, when applicable, from time to time provide property development, property management, facilities management and other professional services to the Company, any Sub-funds, their Subsidiaries or Real Estate investments. Any such services shall be provided at prevailing market rates for like services under a professional service agreement (which shall include fee ranges) and a project specific contract (specifying the terms of reference and fees applicable in respect of the specific asset for which services are to be provided).

For the avoidance of doubt, no contract or other transaction between the Company, any Sub-fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors is interested in, or is a director, manager, associate, officer or employee of such other company or firm. Any of the Directors who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Although it is aimed to identify and avoid such conflicts of interests, the General Partner, the investment manager/adviser and their members will attempt to resolve all nonetheless arising conflicts in a manner that is deemed equitable to all parties under the given circumstances. For this purpose, the General Partner have implemented procedures that shall ensure that any business activities involving a conflict which may harm the interests of the Company or its Investors are carried out with an appropriate level of independence and that any conflicts are resolved fairly and in case in a manner that avoids adversely affecting the interests of the Company and of its Investors.

Chapter IV. - General meeting of shareholders

19. Powers of the general meeting of Shareholders. Any regularly constituted meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders. The general meeting of the Shareholders shall deliberate only on the matters which are not reserved to the General Partner by the Articles of Incorporation or by the law.

20. Annual general meeting. The annual general meeting of the Shareholders will be held at the registered office of the Company or at any other location in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting, on the 2nd Tuesday of May of each year at 2.00 p.m. (Luxembourg time). If such day is not a Bank Business Day, the meeting will be held on the next following Bank Business Day.

21. Other General Meetings. The General Partner may convene other general meetings of the Shareholders. The General Partner shall be obliged to convene a general meeting so that it is held within a period of one month if Shareholders representing one-tenth (1/10) of the share capital of the Company require in writing with an indication of the agenda.

Such other general meetings will be held at such places and times as may be specified in the respective notices convening the meeting.

22. Convening notice. A general meeting of Shareholders is convened by the General Partner in compliance with Luxembourg law.

As all Shares are in registered form, convening notices may be mailed by registered mail to the Shareholders, at their registered address at least eight (8) calendar days prior to the date of the meeting. Such notice will indicate the time and place of such meeting and the conditions of admission thereto, will contain the agenda and will refer to the requirements of Luxembourg law with regard to the necessary quorum and majorities at such meeting.

If all the Shareholders are present or represented at a general meeting of the Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the Shareholders can waive all convening requirements and formalities.

23. Presence, Representation. All Shareholders are entitled to attend and speak at all general meetings of the Shareholders.

A Shareholder may act at any general meeting of the Shareholders by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, telex or e-mail as his proxy another person who need not be a Shareholder himself.

Are deemed to be present, for the quorum and the majority requirements, the Shareholders participating in the general meeting of Shareholders by videoconference, conference call or by other means of telecommunication allowing for their identification. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are retransmitted in a continuing way.

24. Proceedings. General meetings of the Shareholders shall be chaired by the General Partner or by a person designated by the General Partner.

The chairman of any general meeting of the Shareholders shall appoint a secretary.

Each general meeting of the Shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the Shareholders present or represented.

The above-described persons in this Article 24 together form the office of the general meeting of the Shareholders.

25. Vote. Each Share entitles the holder thereof to one vote.

Unless otherwise provided by law or by the Articles of Incorporation, all resolutions of the general meeting of the Shareholders shall be taken by simple majority of votes of the capital present or represented, regardless of the proportion of the capital represented.

In accordance with these Articles of Incorporation and as far as permitted by the Law of 10 August 1915, any decision of the general meeting of Shareholders will require the prior approval of the General Partner in order to be validly taken.

26. Minutes. The minutes of each general meeting of the Shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer.

Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

27. General meetings of shareholders of sub-fund or class. The Shareholders of a Sub-fund or Class issued in respect of any Sub-fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters, which relate exclusively to such Sub-fund or Class.

The provisions set out in Articles 22 to 26 of these Articles of Incorporation as well as in the Law of 10 August 1915 shall apply to such general meetings.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of a general meeting of Shareholders of a Sub-fund or Class are passed by a simple majority vote of the capital present or represented.

Moreover, any resolution of the general meeting of Shareholders of the Company, affecting the rights of the Shareholders of any Sub-fund or Class vis-à-vis the rights of the Shareholders of any other Sub-fund or Class shall be subject to a resolution of the general meeting of Shareholders of such Sub-fund or Class in compliance with the Law of 10 August 1915.

Chapter V. - Financial year, Information for shareholders, Distribution of profits

28. Financial Year. The Company's financial year begins on the 1st of January and closes on the 31st of December of each year.

29. Information for shareholders. Annual Reports

Audited annual reports prepared in accordance with Luxembourg GAAP will be made available to Investors at the registered office of the Company. The annual report shall be made available at least 15 calendar days before the annual general meeting.

Any other financial information concerning the Company, including the periodic calculation of the Net Asset Value per Ordinary Share will be made available at the registered office of the Company. Any other substantial information concerning the Company may be published in such newspaper(s) and notified to Shareholders in such manner as may be specified from time to time by the General Partner.

Documents available for Inspection

Copies of the following documents may be delivered without cost to interested Investors at their request and may be inspected free of charge during usual business hours on any Bank Business Day at the registered office of the Company:

- (a) the Placement Memorandum;
- (b) the Articles of Incorporation;
- (c) the Depositary agreement;
- (d) other agreements with third parties as specified in the Placement Memorandum; and
- (e) the annual report(s).

30. Auditor. The accounting data related in the annual reports of the Company shall be examined by an independent qualified auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of Shareholders which shall be remunerated by the Company.

31. Distribution.

31.1 General provisions

The General Partner may, at any time and in its sole discretion, decide to create specific Classes and/or Categories of Ordinary Shares that are either distributing or accumulating.

For accumulating Shares, the part of the year's net income attributable to such accumulation Shares will be capitalised in the relevant Sub-Fund, Class or Category for the benefit of the accumulation Shares.

For distributing Shares, all distributable net income, as determined by the General Partner in its sole discretion, attributable to such distributing Shares shall be distributed to the Limited Shareholders in a particular Sub-fund, pro rata to their respective shareholding, in compliance with the Placement Memorandum and the conditions set forth by law.

For any Ordinary Shares entitled to distributions, the General Partner may decide to pay interim dividends in compliance with the Placement Memorandum and the conditions set forth by Luxembourg law.

Payments of distributions to Shareholders shall be made at their respective addresses as specified in the register of Shareholders.

All distributions will be made net of any income, withholding and similar taxes payable by the Company, including, for example, any withholding taxes on interest or dividends received by the Company and capital gains taxes and withholding taxes on the Company's investments.

Distributions may be paid in such currency and at such time that the General Partner shall determine from time to time.

The General Partner may decide to distribute stock dividends instead of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the General Partner, subject to the prior consent of the relevant Limited Shareholder(s).

Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the Company.

Where a payment date of a Drawdown from, and of distributions to, Limited Shareholders in a particular Sub-fund are scheduled to occur on or about the same Bank Business Day, the General Partner may elect to net the amounts so due. As a result, only the net amount will be drawn from, or distributed to, the Limited Shareholders. For the avoidance of doubt, the number of Shares to be issued to the Limited Shareholders in the Sub-fund shall correspond to the number of Shares due under the Drawdown before netting.

In the event that as a result of the netting an amount is still due to the relevant Sub-fund by the Limited Shareholders, the Funding Notice sent to each such Limited Shareholder shall be accompanied by a confirmation letter stating the initial amount that was to be drawn down from the relevant Limited Shareholder, the amount corresponding to the distribution it was entitled to and the outstanding amount to be paid by it.

In the event that as a result of the netting the Limited Shareholders are entitled to receive a net payment from the Sub-fund, the distribution notice sent to each such Limited Shareholder shall be accompanied by a confirmation letter stating the initial amount that was to be distributed to them, the amount corresponding to the Drawdown that should have been effected and the outstanding amount to be distributed to it.

Investors that may not engage in netting due to statutory or regulatory constraints must opt out by indicating such in the Subscription Agreement.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

No distribution will be made if at a result, the share capital of the Company falls below the legal minimum capital, which is one million two hundred and fifty Euro (EUR 1,250,000).

31.2 Offset

The General Partner shall be entitled to offset any distributable cash payable to a Limited Shareholder against any payment obligation of such Limited Shareholder towards the Company under its Subscription Agreement, which, for the avoidance of doubt shall include any and all payment obligations of such Limited Shareholder towards the Company in the event such Limited Shareholder is defaulting as indicated in Article 8.3 hereof.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

32. Dissolution.

32.1 Dissolution, Insolvency, Legal incapacity or inability to act of the General Partner

The Company shall not be dissolved in the event of the General Partner's legal incapacity, dissolution, resignation, retirement, insolvency or bankruptcy or for any other reason provided under applicable law where it is impossible for the General Partner to act, it being understood for the avoidance of doubt that the transfer of its Management Share(s) by the General Partner will not lead to the dissolution of the Company.

In the event of legal incapacity or inability to act of the General Partner as mentioned under the preceding paragraph, the general meeting of Shareholders will appoint a new general partner by means of a resolution adopted by Limited

Shareholders representing at least eighty percent (80%) of the Ordinary Shares in favour of the appointment of the new general partner, subject to the prior approval of the CSSF.

32.2 Voluntary dissolution

At the proposal of the General Partner and unless otherwise provided by law and the Articles of Incorporation, the Company may be dissolved by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required to amend these Articles of Incorporation, as provided for in Article 36 hereof.

In particular, the General Partner shall submit to the general meeting of Shareholders the dissolution of the Company when all investments of all the Sub-funds will have been disposed of and all net proceeds from such disposals will have been distributed in accordance with the provisions of the Placement Memorandum.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 6 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the General Partner. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the Shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital. In such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth of the votes of the Shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of 40 days from when it is ascertained that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum as the case may be.

In case of voluntary dissolution, the General Partner will act as liquidator of the Company.

33. Liquidation. In the event of the dissolution of the Company further to any insolvency proceedings, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the Shareholders who will determine their powers and their compensation. Such liquidators must be approved by the CSSF and must provide all guarantees of honourability and professional skills.

After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed to the Shareholders pro rata to the number of the Ordinary Shares held by them.

34. Termination, Division and amalgamation of sub-funds or classes.

34.1 Termination of a Sub-fund or Class

In the event that for any reason the value of the net assets of any Sub-fund and/or Class has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-fund and/or Class to be operated in an economically efficient manner, or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation relating to such Sub-fund and/or Class would have material adverse consequences on the investments of that Sub-fund and/or Class, or as a matter of economic rationalisation, the General Partner may decide to compulsorily redeem all the Shares of the relevant Sub-fund and/or Class at their Net Asset Value (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) as calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The Company shall serve a notice to the Shareholders of the relevant Sub-fund and/or Class prior to the effective date for the compulsory redemption, which will set forth the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Registered Shareholders shall be notified in writing.

Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Sub-fund and/or Class.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraphs, the general meeting of Shareholders of any Sub-fund and/or Class may, upon proposal from the General Partner, resolve to redeem all the Shares of the relevant Sub-fund and/or Class and to refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined with respect to the Valuation Day on which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders, which shall resolve at the simple majority of the capital present and represented.

Assets which could not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Depository for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed Shares shall be cancelled by the Company.

34.2 Amalgamation, Division or Transfer of Sub-funds or Classes

Under the same circumstances as provided above in Article 34.1, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-fund and/or Class to those of another existing Sub-fund and/or Class within the Company or to another Luxembourg undertaking for collective investment or to another Sub-fund and/or Class within such other Luxembourg undertaking for collective investment (the "new Sub-fund") and to re-designate the Shares of the relevant Sub-fund and/or Class as Shares of another Sub-fund and/or Class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described above in the Article 34.1 (and, in addition, the publication will contain information in relation to the

new Sub-fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period.

Under the same circumstances as provided above in Article 34.1, the General Partner may decide to reorganise a Sub-fund and/or Class by means of a division into two or more Sub-funds and/or Classes. Such decision will be published in the same manner as in Article 34.1 (and, in addition, the publication will contain information about the two or more new Sub-funds) one month before the date on which the division becomes effective, in order to enable the Shareholders to request redemption or conversion of their Shares free of charge during such period.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraphs, such a reorganisation of a Sub-fund and/or Class within the Company (by way of an amalgamation or division) may be decided upon by a general meeting of the Shareholders of the relevant Sub-fund and/or Class. There shall be no quorum requirements for such general meeting and it will decide upon such an amalgamation or division by resolution taken at the simple majority of the capital present or represented.

A contribution of the assets and of the liabilities distributable to any Sub-fund, and/or Class to another undertaking for collective investment referred to in the first paragraph of this Article to another Sub-fund and/or Class within such other undertaking for collective investment shall, require a resolution of the Shareholders of the Sub-fund and/or Class concerned, taken with a 50% quorum requirement of the capital and adopted at a two-thirds majority of the capital present or represented at such meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only upon such Shareholders who will have voted in favour of such amalgamation.

Chapter VII. - Final provisions

35. Depositary. The Company shall enter into a depositary agreement with a banking or saving institution as defined by the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time.

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by Part II of the Law of 13 February 2007, the Law of 12 July 2013, as well as by all other applicable Luxembourg laws and regulations.

If the Depositary desires to retire, the AIFM shall use its best endeavours to find a successor depositary and will ensure it is appointed in replacement of the retiring depositary. Both in the case of voluntary withdrawal of the Depositary or of its removal, the Depositary, until it is replaced, which must happen within two (2) months, shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the Investors.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, in particular in the Law of 13 February 2007 and the Law of 12 July 2013, the Depositary may discharge itself of liability towards the Company and its Investors. In particular, under the conditions laid down in Article 19(14) of the Law of 12 July 2013, including the condition that the Investors have been duly informed of that discharge and of the circumstances justifying the discharge prior to their investment, the Depositary can discharge itself of liability, in the case where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in Article 19(11) point (d)(ii) of the Law of 12 July 2013. Additional details are disclosed in the Placement Memorandum.

36. Amendments of these Articles of Incorporation. Unless otherwise provided by the present Articles of Incorporation and as far as permitted by the Law of 10 August 1915, at any general meeting of the Shareholders convened in accordance with the law to amend the Articles of Incorporation or to resolve issues for which the law or these Articles of Incorporation refers to the conditions set forth for the amendment of the Articles of Incorporation, the quorum shall be at least one half (1/2) of the capital being present or represented. If such quorum requirement is not met, a second general meeting of Shareholders will be called which may validly deliberate, irrespective of the portion of the capital represented.

In both meetings, resolutions must be passed by at least two thirds (2/3) of the votes of the capital present or represented. In accordance with these Articles of Incorporation and the Law of 10 August 1915, any amendment to the Articles of Incorporation by the general meeting of Shareholders will require the prior approval of the General Partner in order to be validly taken.

37. Fair and preferential treatment. Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, each Investor should note that one or more Investor(s) of the Company may obtain a preferential treatment as regards, amongst others, the fees to be paid, the various reports and information to be received, the right to be consulted and/or represented in advisory and/or any other Company's committees, the co-investment opportunities. Further details on any such preferential treatment, including the type of Investors who may obtain such preferential treatment will be made available to all Investors at the registered office of the Company during usual business hours/without cost upon request.

38. Indemnification. Neither the General Partner, the AIFM, nor any investment advisors or sub-investment advisors, nor any of their Affiliates, shareholders, officers, directors, members, employees, partners, agents and representatives nor any of their respective Affiliates (collectively, the "Indemnified Parties") shall have any liability, responsibility or accountability in damages or otherwise to any Shareholder, and the Company agrees to indemnify, pay, protect and hold harmless each Indemnified Party from and against, any and all liabilities, obligations, losses, damages, penalties, actions, judgements, suits, proceedings, costs, expenses and disbursements of any kind or nature whatsoever (including, without limitation, all reasonable costs and expenses of attorneys, defence, appeal and settlement of any and all suits, actions or proceedings

instituted or threatened against the Indemnified Parties or the Company) and all costs of investigation in connection therewith which may be imposed on, incurred by, or asserted against the Indemnified Parties or the Company or in any way relating to or arising out of, or alleged to relate to or arise out of, any action or inaction on the part of the Company, on the part of the Indemnified Parties when acting on behalf of the Company or on the part of any agents when acting on behalf of the Company; provided that the General Partner, in its capacity as Unlimited Shareholder of the Company shall be liable, responsible and accountable for and shall indemnify, pay, protect and hold harmless the Company from and against, and the Company shall not be liable to the General Partner for, any portion of such liabilities, obligations, losses, damages, penalties, actions, judgements, suits, proceedings, costs, expenses or disbursements of any kind or nature whatsoever (including, without limitation, all reasonable costs and expenses of attorneys, defence, appeal and settlement of any and all suits, actions or proceedings instituted or threatened against the Company and all costs of investigation in connection, therewith asserted against the Company) which result from the General Partner's fraud, gross negligence or wilful misconduct.

In any action, suit or proceeding against the Company, or any Indemnified Party relating to or arising, or alleged to relate to or arise, out of any such action or non-action, the Indemnified Parties shall have the right to jointly employ, at the expense of the Company, counsel of the Indemnified Parties' choice, which counsel shall be reasonably satisfactory to the Company, in such action, suit or proceeding. If joint counsel is so retained, an Indemnified Party may nonetheless employ separate counsel, but at such Indemnified Party's own expense.

If an Indemnified Party is determined to have committed fraud, gross negligence or wilful misconduct, it will then have to reimburse all the expenses paid by the Company on its behalf under the preceding paragraph.

39. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of 10 August 1915, the Law of 13 February 2007 and the Law of 12 July 2013.

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surnames, given names, civil status and residences, the members of the Bureau signed together with the notary the present deed.

Signé: L. MOULARD, F. MARX, N. HOFFMANN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 29 février 2016. Relation: 1LAC/2016/6556. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 24 mars 2016.

Référence de publication: 2016085017/944.

(160051862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

REF V Top Darwin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J. F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 204.864.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the eighth day of March.

Before us, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Riverside Europe Fund V, LP, a limited partnership established and organized under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at C/O Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Uglund House, KY1-11, Grand Cayman, Cayman Islands registered under number 75289,

Here represented by Sofia Afonso-Da Cha Conde, notary clerk, with professional address at Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated above, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated:

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is established by the appearing party, and all persons who will become shareholders thereafter, a private limited liability company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of August

10th, 1915 on commercial companies, as amended (together with any relevant legal provision, the "Law"), by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of association (the "Articles of Association").

The Company will exist under the name of REF V Top Darwin S.à r.l. (the "Company").

The Company is initially composed of one sole shareholder, owner of all the shares. The Company may, however, at any time be composed of several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Registered office. The Company will have its registered office in Luxembourg-City.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of Luxembourg-City by a resolution of the Board of Managers (as defined in Article 9 of the Articles of Association below).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Managers.

In the event that in the view of the Board of Managers extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition and holding of participating interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such holdings.

Except as otherwise restricted herein, the Company may provide any financial assistance to the undertakings in which the Company has a participating interest or which form a part of the group of companies to which the Company belongs such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind of form. The Company may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all of its assets.

Except as otherwise restricted herein, the Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes, securities, debentures and certificates.

The Company may also use its funds to invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form. In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved by decision of the sole shareholder or by decision of the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules provided by the Law.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Issued share capital.

5.1 The share capital of the Company is set at forty-five thousand Euro (EUR 45,000.00) represented by forty-five thousand (45,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (the Shares), all fully paid up, which are divided into the following classes of shares:

- Four thousand five hundred (4,500) ordinary shares (the Class of Ordinary Shares and individually, a Class of Ordinary Share),
- Four thousand five hundred (4,500) class A shares (the Class A Shares and, individually, a Class A Share),
- Four thousand five hundred (4,500) class B shares (the Class B Shares and, individually, a Class B Share),
- Four thousand five hundred (4,500) class C shares (the Class C Shares and, individually, a Class C Share),
- Four thousand five hundred (4,500) class D shares (the Class D Shares and, individually, a Class D Share),
- Four thousand five hundred (4,500) class E shares (the Class E Shares and, individually, a Class E Share),
- Four thousand five hundred (4,500) class F shares (the Class F Shares and, individually, a Class F Share),
- Four thousand five hundred (4,500) class G shares (the Class G Shares and, individually, a Class G Share),
- Four thousand five hundred (4,500) class H shares (the Class H Shares and, individually, a Class H Share),
- Four thousand five hundred (4,500) class I shares (the Class I Shares and, individually, a Class I Share).

The rights and obligation attached to the Shares (meaning all the issued shares from time to time in the share capital of the Company) shall be identical except to the extent otherwise provided by these Articles of Association or by the Law.

5.2 In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used for the purpose of the repurchase of any class of shares as per article 8 of these Articles of Association, to offset any net realised losses, to make distributions to the sole shareholder or the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares.

6.1 General Ownership of a share carries implicit acceptance of these Articles of Association and the resolutions of the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

6.2 Subscription and transfer of shares

Any shareholder of the Company who subscribes to or otherwise acquires shares must acquire a proportionate amount of each class of shares issued and then outstanding.

The sole shareholder may transfer freely its shares when the Company is composed of a sole shareholder. The shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders.

The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

Without prejudice to the right of the Company to repurchase a whole class of its own shares followed by their immediate cancellation pursuant to Article 8 of these Articles of Association, no shareholder shall sell or otherwise transfer its shares of any class to any person without concurrently selling or otherwise transferring to such person the transferring shareholder's proportionate interest in each other class of shares then held by the transferring shareholder.

6.3 Voting rights

Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders.

6.4 Profit sharing

The profits which the Company may decide to distribute shall be applied per the terms described in Article 24 of the Articles of Association.

Art. 7. Increase and reduction of capital. The share capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the sole shareholder or by a resolution of the shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Law for any amendment of these Articles of Association, provided that (i) any reduction in the issued capital of the Company shall be permitted only in accordance with the repurchase and cancellation procedures of Article 8 of these Articles of Association; (ii) any increase in the issued capital (a) shall be made proportionately to each class of shares then outstanding and (b) must result in each shareholder holding a proportionate part of each class of shares then outstanding; (iii) any subdivision of a class of shares into new classes of shares must result in each shareholder of the former undivided class of shares holding a proportionate part of each new subdivided class of shares; and (iv) any combination or aggregation of classes of shares into a new class of shares must result in each shareholder of the former classes of shares holding a proportionate part of the new, combined class of shares.

Art. 8. Redemption of shares.

8.1 In the course of any given financial year, the Company may repurchase, at the option of its sole shareholder or shareholders, any class of shares at a repurchase price as determined by the Board of Managers.

8.2 The repurchase of any class of shares in accordance with article 8.1 of these Articles of Association is permitted provided that:

(i) a class of shares is always repurchased in full, it being understood that the Company shall not at any time purchase and cancel the Class of Ordinary Shares,

(ii) the net assets of the Company, as evidenced in the interim accounts of the Company to be prepared by the Board of Managers, are not, or following the repurchase would not become, lower than the amount of the share capital of the Company plus the reserves which may not be distributed under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and/or these Articles of Association;

(iii) the repurchase price does not exceed the amount of profits of the current financial year plus any profits carried forward and any amounts drawn from the Company's reserves available for such purpose, less any losses of the current financial year, any losses carried forward and sums to be allocated in reserve under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and/or these Articles of Association; and

(iv) the repurchase is followed by a reduction of the capital of the Company.

8.3 The repurchase shall be decided by the shareholders in accordance with article 7 of these Articles of Association.

8.4 In the case of any repurchase and cancellation of a whole class of shares, such repurchase and cancellation of shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class I Shares and ending with Class A Shares).

8.5 In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a whole class of shares (in the order provided for above), each such class of shares entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such class of shares) to such portion of the Total Cancellation Amount as determined by the Board of Managers and approved by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least three-quarters (3/4) of the share capital, with respect to the class of shares to be redeemed, and the holders of shares of the repurchased and cancelled class of shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share of the relevant class of shares held by them and cancelled.

Where:

"Available Amount" means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits), increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium reserve) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be redeemed/cancelled but reduced by (a) any losses (including carried forward losses), and (b) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of the Articles of Association, each time as set out in the relevant interim accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that: $AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$

whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves (including the share premium reserve)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles;

"Cancellation Value Per Share" shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount to be applied to the class of shares to be repurchased and cancelled by the number of shares in issue in such class of shares; and

"Total Cancellation Amount" means the amount determined by the Board of Managers and approved by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least three-quarters (3/4) of the share capital, on the basis of the relevant interim accounts. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant class of shares unless otherwise resolved by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least three-quarters (3/4) of the share capital.

Art. 9. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the sole shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Board of managers, Statutory auditors

Art. 10. Board of Managers. The Company will be managed and administrated by a board of managers (referred to as the "Board of Managers") composed of at least three members who need not be shareholders (the "Managers").

The Managers will be elected by the sole shareholder or by the shareholders' meeting, which will determine their number and mandate period. They will hold office until their successors are elected. They are re-eligible, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or by a resolution of the shareholders' meeting.

The sole shareholder or the shareholders may decide to appoint one or several Class A Managers and one or several Class B Managers.

Art. 11. Meetings of the Board of Managers. The Board of Managers will appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the shareholders.

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two Managers require.

The Chairman will preside at all meetings of the Board of Managers and of the shareholders (if any), except that in his absence the Board of Managers may appoint another Manager and the general meeting of shareholders may appoint any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least one week's notice of board meetings shall be given in writing or by email. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by unanimous consent given at the meeting or in writing or by email by all Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Every board meeting shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg or such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing another Manager as his proxy.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office. Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more members may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

In case of urgency, a written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 12. Minutes of meetings of the Board of Managers. The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Art. 13. Powers of the Board of Managers. The Board of Managers is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Law or by these Articles of Association to the sole shareholder or the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Managers.

Art. 14. Delegation of Powers. The Board of Managers may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Art. 15. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a Manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any Manager or officer of the Company who serves as a manager, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Manager of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, he shall make known to the Board of Managers such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Manager's or officer's interest therein shall be reported to the sole shareholder or to the next general meeting of shareholders.

Art. 16. Representation of the Company. The Company will be bound towards third parties by the joint signature of any two Managers or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Board of Managers within the limits of such power.

However, if the sole shareholder or the shareholders have appointed one or several Class A Managers and one or several Class B Managers the Company will be bound towards third parties by the joint signature of one Class A Manager and one Class B Manager or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Board of Managers, within the limits of such power.

Art. 17. Statutory Auditors. The supervision of the operations of the Company may be, and shall be in the cases provided by the Law, entrusted to one or more auditors who need not be shareholders.

The auditors, if any, will be elected by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine the number of such auditors, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. At the end of their term as auditors, they shall be eligible for re-election, but they may be removed at any time, with or without cause, by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, by a resolution of the general meeting of shareholders.

Chapter IV. Meeting of shareholders

Art. 18. General meeting of shareholders. If the Company is composed of one sole shareholder, the latter exercises the powers granted by the Law to the general meeting of shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the Law are not applicable to that situation.

If the Company is composed of no more than twenty five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Board of Managers to the shareholders by registered mail. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Unless there is only one sole shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon a call in compliance with the Law by the Board of Managers, in second order, by the auditor or, in third order, by shareholders representing more than half the corporate capital. The notice sent to the shareholders in accordance with the Law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing or by email as his proxy another person who need not be a shareholder.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the Board of Managers, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 19. Powers and obligations of the meeting of shareholders. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the Board of Managers by the Law or these Articles of Association, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 20. Annual General Meeting. The annual general meeting, to be held only in case the Company has more than 25 shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the first Monday of the month of June at 10:30 a.m. If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 21. Procedure, Vote. Any resolution whose purpose is to amend the present Articles of Association or whose adoption is subject by virtue of these Articles of Association or, as the case may be, the Law to the quorum and majority rules set for the amendment of these Articles of Association will be taken by a majority of shareholders representing at least three quarters of the share capital.

Except as otherwise required by the Law or by the present Articles of Association, all other resolutions will be taken by shareholders representing more than half of the share capital.

One vote is attached to each share.

Chapter V. Financial year, Distribution of profits

Art. 22. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 23. Adoption of financial statements. At the end of each financial year, the accounts are closed; the Board of Managers draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Law.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder or its attorney-in-fact may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than 25 shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 24. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the Law (the "Legal Reserve"). That allocation will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the sole shareholder or the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it, together with profits carried forward from previous financial years, distributable reserves or share premium to the shareholders as dividend, each share entitling to the same proportion of such distributions

In any year in which the Company resolves to make dividend distributions, drawn from net profits and from available reserves derived from retained earnings, including any share premium, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- First, the holders of Class of Ordinary Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point sixty per cent (0.60%) of the nominal value of the Class of Ordinary Shares held by them, then;
- the holders of Class A Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty-five per cent (0.55%) of the nominal value of the Class A Shares held by them, then;
- the holders of Class B Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the nominal value of the Class B Shares held by them, then;
- the holders of Class C Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty-five per cent (0.45%) of the nominal value of the Class C Shares held by them, then;
- the holders of Class D Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty per cent (0.40%) of the nominal value of the Class D Shares held by them, then;
- the holders of Class E Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty-five per cent (0.35%) of the nominal value of the Class E Shares held by them, then;
- the holders of Class F Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the nominal value of the Class F Shares held by them, then;
- the holders of Class G Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.25%) of the nominal value of the Class G Shares held by them, then;

- the holders of Class H Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty per cent (0.20%) of the nominal value of the Class H Shares, and then;
- the holders of Class I Shares shall be entitled to receive the remainder of any dividend distribution.

Should the whole last outstanding class of shares (by alphabetical order, e.g., initially the Class I Shares) have been repurchased and cancelled in accordance with Article 8 of these Articles of Association at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding class of shares in the reverse alphabetical order (e.g., initially the Class H Shares).

Subject to the conditions (if any) set out by the Law and in compliance with the foregoing provisions, the Board of Managers may decide to pay interim dividends on the basis of the statement of accounts prepared by the Board of Managers showing sufficient funds available for distribution provided that the amount to be distributed does not exceed profits realized since the end of the financial year increased by profits carried forward and distributable reserves and decreased by losses carried forward and any sums to be allocated to the reserves required by the Law or by these Articles of Association.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 25. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles of Association, unless otherwise provided by the Law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed equally to the holders of the shares pro rata to the number of the shares held by them.

Chapter VII. Applicable law

Art. 26. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Association shall be determined in accordance with the Law.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2016.

Subscription and payment

Thereupon, Riverside Europe Fund V, LP, represented as stated above, subscribes to four thousand five hundred (4,500) Class of Ordinary Shares, four thousand five hundred (4,500) Class A Shares, four thousand five hundred (4,500) Class B Shares, four thousand five hundred (4,500) Class C Shares, four thousand five hundred (4,500) Class D Shares, four thousand five hundred (4,500) Class E Shares, four thousand five hundred (4,500) Class F Shares, four thousand five hundred (4,500) Class G Shares, four thousand five hundred (4,500) Class H Shares and four thousand five hundred (4,500) Class I Share having a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of forty-five thousand Euro (EUR 45,000); and

The amount of forty-five thousand Euro (EUR 45,000) is at the disposal of the Company.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately 1,700.-euro.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, have passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as Managers of the Company for an unlimited period:

Class A Managers:

- Sam Henkes, born in Bombay (India), on October 12, 1980, with professional address at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- Marie Amet-Hermes, born in Châtenay-Malabry (France), on July 5, 1980, with professional address at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
- Grégory Centurione, born in Etterbeek (Belgium), on December 22, 1972, with professional address at WestSide Village, Immeuble Aubépine, 89A rue Pfafbruch, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg;

Class B Managers

- Peter Parmentier, born in Gent (Belgium) on July 2, 1972, domiciled at 218 b13 Konkelstraat, 1200 Woluwe St Lambert, Belgium;

- Martin Scott, born in Dublin (Ireland) on 17 February 1970, with professional address at St Martin's Courtyard, 17 Slingsby Place, 5th Floor, London WC2E 9AB (United Kingdom).

The Company will be bound towards third parties by the joint signature of one Class A Manager and one Class B Manager or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Board of Managers, within the limits of such power.

2. The registered office of the Company is fixed at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Pétange, on the day stated above.

This deed has been read to the representatives of the appearing parties, and signed by them with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le huitième jour du mois de mars,

Par devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand- Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Riverside Europe Fund V, LP, un limited partnership de droit des Iles Caimans, ayant son siège social c/o Maple Corporate Service Limited, PO Box 309, Ugland House, KY1-11, Grand Cayman, Cayman Islands, enregistré sous le numéro 75289,

Ici représenté par Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante ainsi que par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée, qui est ainsi constituée:

Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination sociale, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Il est formé par la comparante et toutes les personnes qui deviendront associés par la suite, une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ensemble avec toutes provisions légales pertinentes, la «Loi»), par l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société adoptera la dénomination REF V Top Darwin S.à r.l. (la «Société») La Société est au départ composée d'un seul associé, détenteur de toutes les parts sociales. La Société peut, à tout moment, être composée de plusieurs associés, mais sans dépasser quarante (40) associés, notamment à la suite d'un transfert de parts sociales ou de l'émission de nouvelles parts sociales.

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville.

Le siège social peut être transféré dans tout autre endroit de la commune de Luxembourg par décision du Conseil de Gérance (tel que défini à l'Article 9 des Statuts ci-dessous).

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Conseil de Gérance.

Au cas où le Conseil de Gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale de la société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, ils pourront transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par l'un des organes ou par l'une des personnes en charge de la gestion journalière de la Société.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet la prise de participations, quelle qu'en soit la forme, dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de telles participations.

Sauf autre restrictions dans les présents Statuts, la Société peut accorder toute assistance financière à des sociétés dans lesquelles la Société détient une participation ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, notamment des prêts, garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit. La Société peut gager, transférer, grever ou autrement créer des garanties de tout ou partie de ses actifs.

Sauf autre restriction dans les présents Statuts, la Société peut emprunter sous toutes formes que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations et de titres de toute sorte.

La Société peut également employer ses fonds pour investir dans l'immobilier ou les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit. D'une manière générale, elle peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle jugera utile à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés votant suivant les quorum et majorité prévus par la Loi.

Chapitre II. Capital social, Parts sociales

Art. 5. Capital social émis.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à quarante-cinq mille euros (EUR 45.000,00) représenté par quarante-cinq mille (45.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune (les «Parts Sociales»), toutes entièrement libérées, divisé en différentes classes comme suit:

- Quatre mille cinq cents (4.500) parts sociales ordinaires (au pluriel, les Parts Sociales de Classe Ordinaire et, au singulier, une Part Sociale de Classe Ordinaire),
- Quatre mille cinq cents (4.500) parts sociales de classe A (au pluriel, les Parts Sociales de Classe A et, au singulier, une Part Sociale de Classe A),
- Quatre mille cinq cents (4.500) parts sociales de classe B (au pluriel, les Parts Sociales de Classe B et, au singulier, une Part Sociale de Classe B),
- Quatre mille cinq cents (4.500) parts sociales de classe C (au pluriel, les Parts Sociales de Classe C et, au singulier, une Part Sociale de Classe C),
- Quatre mille cinq cents (4.500) parts sociales de classe D (au pluriel, les Parts Sociales de Classe D et, au singulier, une Part Sociale de Classe D),
- Quatre mille cinq cents (4.500) parts sociales de classe E (au pluriel, les Parts Sociales de Classe E et, au singulier, une Part Sociale de Classe E),
- Quatre mille cinq cents (4.500) parts sociales de classe F (au pluriel, les Parts Sociales de Classe F et, au singulier, une Part Sociale de Classe F),
- Quatre mille cinq cents (4.500) parts sociales de classe G (au pluriel, les Parts Sociales de Classe G et, au singulier, une Part Sociale de Classe G),
- Quatre mille cinq cents (4.500) parts sociales de classe H (au pluriel, les Parts Sociales de Classe H et, au singulier, une Part Sociale de Classe H), et
- Quatre mille cinq cents (4.500) parts sociales de classe I (au pluriel, les Parts Sociales de Classe I et, au singulier, une Part Sociale de Classe I).

Les droits et obligations attachés aux Parts Sociales (désignant l'ensemble des parts sociales émises composant le capital social de la Société à une date donnée) sont identiques sauf stipulation contraire dans les Statuts ou dans la Loi.

5.2 En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi sur lequel toute prime payée pour toute part sociale en plus de la valeur nominale, sera versée. Le montant du compte de prime d'émission peut être utilisé pour effectuer le rachat de toute classe de parts sociales tel que prévu à l'article 8 de ces Statuts, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales.

6.1 Généralités

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun nommé ou non parmi eux.

6.2 Souscription et transferts des parts

Tout associé qui souscrit ou autrement acquiert des Parts Sociales doit acquérir un montant proportionnel de chaque Classe de Parts Sociales émises et en circulation.

L'associé unique peut librement transférer ses parts sociales lorsque la Société est composée d'un seul associé. Les parts sociales peuvent être librement transférées entre associés lorsque la Société est composée de plusieurs associés.

Les parts sociales peuvent être transférées à des non-associés uniquement avec l'autorisation de l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société et aux tiers qu'après sa notification à ou son acceptation par la Société conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Sans préjudice du droit de la Société de racheter une classe entière de ses propres Parts Sociales suivi de leur annulation immédiate conformément à l'Article 8 des Statuts, et nonobstant toute autre disposition des présentes, aucun associé ne peut vendre ou autrement transférer ses Parts Sociales d'une Classe de Parts Sociales à toute personne, sans en même temps vendre ou transférer à une telle personne une quote-part proportionnelle dans chaque Classe de Parts Sociales alors détenues par l'associé cédant.

6.3 Droit de vote

Chaque part sociale confère à son propriétaire des droits égaux aux profits et biens de la Société et un vote à l'assemblée générale des associés.

6.4 Partage des profits

Les profits que la Société peut, le cas échéant, décider de distribuer doivent être ventilés selon les termes décrits à l'Article 24.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital Social. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, à une ou plusieurs reprises, par une résolution de l'associé unique ou des associés aux conditions de quorum et de majorité fixées par ces Statuts, ou le cas échéant, par la Loi, prévues pour la modification des présents Statuts à la condition que (i) toute réduction du capital soit permise conformément aux procédures de rachat et d'annulation de l'article 8 des Statuts; (ii) toute augmentation du capital social (a) doit être faite proportionnellement dans chaque Classe de Parts Sociales en circulation et (b) doit se traduire pour chaque associé par la détention d'une partie proportionnelle de chaque Classe de Parts Sociales en circulation; (iii) toute subdivision d'une Classe de Parts Sociales en nouvelles Classes de Parts Sociales doit se traduire pour chaque associé de l'ancienne Classe de Parts Sociales en une détention proportionnelle dans chaque nouvelle Classe de Parts Sociales ainsi subdivisée; et (iv) toute combinaison ou regroupement de Classes de Parts Sociales en une nouvelle Classe de Parts Sociales doit se traduire pour chacun des associés des anciennes Classes de Parts Sociales en une détention proportionnelle de la nouvelle Classe de Parts Sociales ainsi combinée.

Art. 8. Rachat des parts sociales.

8.1 En cours de tout exercice social, la Société peut racheter, au choix de son associé unique ou de ses associés, toute classe de parts sociales à un prix de rachat déterminé par le Conseil de Gérance.

8.2 Le rachat de toute classe de parts sociales en application de l'article 8.1 de ces Statuts est autorisé sous réserve que:

(i) une classe de parts sociales soit toujours rachetée entièrement, étant entendu que la Société ne doit jamais racheter et annuler les Parts Sociales de Classe Ordinaire;

(ii) l'actif net de la Société, comme documenté dans les comptes intermédiaires de la Société à préparer par le Conseil de Gérance, n'est pas, ou ne deviendra pas, après le rachat, inférieur au montant du capital social de la Société augmenté des réserves ne pouvant pas être distribuées selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg et/ou ces Statuts;

(iii) le prix de rachat n'excède pas le montant des profits de l'exercice social en cours augmenté de tous profits reportés et tout autre montant alloué aux réserves disponibles de la Société, moins toutes pertes reportées et montants devant être alloués aux réserves selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg et/ou ces Statuts; et

(iv) le rachat est suivi par une réduction du capital de la Société.

8.3 Le rachat sera décidé par les associés en conformité avec l'article 7 des Statuts.

8.4 Dans l'hypothèse de rachat et d'annulation d'une Classe entière de Parts Sociales, ces rachat et annulation se feront dans l'ordre alphabétique inverse (en commençant par les Parts Sociales de Classe I et en terminant par les Parts Sociales de Classe A).

8.5 Dans le cadre d'une réduction du capital social effectuée par rachat et annulation d'une Classe entière de Parts Sociales (dans l'ordre prévu ci-dessus), les détenteurs de cette Classe de Parts Sociales ont droit, au prorata de leur détention, au Montant Total d'Annulation tel que déterminé par le conseil de gérance et approuvé par une résolution de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution de la majorité des associés représentant plus des trois quarts (3/4) du capital social de la Société, concernant la Classe de Parts Sociales rachetée et les détenteurs de Classe de Parts Sociales rachetée et annulée reçoivent de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale pour chaque Part Sociale de la Classe en question qu'ils détiennent et qui est annulée.

Etant précisé que:

«Montant Disponible» signifie la somme des bénéfices nets de la Société (incluant les bénéfices reportés) augmentée de (i) toute réserve librement distribuable (y compris pour éviter tout doute la prime d'émission) et (ii), le cas échéant, du montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relative à la classe de Parts Sociales devant être annulée, mais réduite par (a) les pertes (incluant les pertes reportées) et (b) toute somme devant être allouée à une réserve en application de la Loi ou des Statuts, tels qu'apparaissant dans un état financier intermédiaire (sans, pour éviter tout doute, tout double comptage) de sorte que: $AA = (NP+P+CR) - (L+LR)$.

Où:

AA = le Montant Disponible;

NP = bénéfice nets (incluant les bénéfices reportés);

P = toute prime d'émission librement distribuable (incluant la réserve de la prime d'émission);

CR = montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relative à la Classe de Parts Sociales devant être annulée;

L = les pertes (incluant les pertes reportées);

LR = toute somme devant être allouée à une réserve en application de la Loi ou des Statuts.

«Montant Total d'Annulation» signifie le montant déterminé par le Conseil de Gérance et approuvé par une résolution de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution de la majorité des associés représentant plus des trois quarts (3/4) du capital social de la Société comme le montant total d'annulation au moment du rachat et de l'annulation d'une ou plusieurs Classes de Parts Sociales, sur la base d'états financiers intérimaires. Le Montant Total d'Annulation doit être inférieur ou égal à la totalité du Montant Disponible au moment de l'annulation de la Classe de Parts Sociales sauf résolution contraire de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution de la majorité des associés représentant plus des trois quarts (3/4) du capital social de la Société;

«Valeur d'Annulation par Part Sociale» doit être calculée en divisant le Montant Total d'Annulation devant être appliqué à la Classe de Parts Sociales devant être rachetée et annulée par le nombre de Parts Sociales émise dans cette classe de Parts Sociales.

Art. 9. Incapacité, Faillite ou Déconfiture d'un Associé. L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire de l'associé unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Chapitre III. Gérance, Commissaires aux comptes

Art. 10. Conseil de Gérance. La Société sera gérée et administrée par un conseil de gérance (désigné comme le «Conseil de Gérance») composé de trois membres au moins, qui ne sont pas nécessairement associés (les «Gérants»).

Les Gérants seront nommés par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui déterminera leur nombre et la durée de leur mandat. Ils seront en exercice jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles, mais peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

L'associé unique ou les associés peuvent décider de nommer un ou plusieurs Gérants de Catégorie A et un ou plusieurs Gérants de Catégorie B.

Art. 11. Réunions du Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance choisira parmi ses membres un président (le «Président»). Il peut aussi désigner un secrétaire, Gérant ou non, et qui sera responsable de la prise des minutes des réunions du Conseil de Gérance et des associés.

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être organisée si deux Gérants le requièrent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance et des associés, (le cas échéant), sauf s'il est absent, auquel cas le Conseil de Gérance peut nommer un autre Gérant et l'assemblée générale des associés peut nommer toute autre personne comme président pro tempore par vote à la majorité des membres présents ou représentés à cette assemblée.

Sauf en cas d'urgence ou avec le consentement préalable de toutes les personnes ayant le droit de participer, une convocation par écrit ou par email du Conseil de Gérance devra être envoyée au moins une semaine à l'avance. Chaque convocation précisera l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à aborder. Tous les Gérants peuvent renoncer à la convocation par consentement unanime à la réunion ou par écrit ou par email. Aucune convocation séparée n'est requise pour les réunions tenues en temps et aux lieux spécifiés dans un calendrier préalablement adopté par résolution du Conseil de Gérance.

Chaque réunion du conseil se tiendra au Grand-Duché de Luxembourg ou en un autre lieu que le Conseil de Gérance peut déterminer au cas par cas.

Un Gérant peut agir à toute réunion du Conseil de Gérance en mandatant un autre Gérant par procuration.

Le quorum du Conseil de Gérance sera la présence ou la représentation de la majorité des Gérants en fonction. Les décisions seront prises à la majorité des votes des Gérants présents ou représentés à la réunion.

Un ou plusieurs membres peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication comparable grâce auquel les personnes participant à la réunion peuvent communiquer les uns avec les autres. Cette participation sera considérée comme équivalente à une participation en personne à la réunion.

En cas d'urgence, une résolution écrite, signée par tous les Gérants, est suffisante et valable comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée par un seul ou plusieurs documents séparés ayant le même contenu et étant chacun signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 12. Minutes des réunions du Conseil de Gérance. Les minutes de chaque réunion du Conseil de Gérance seront signées par le Président de la réunion et par le secrétaire (le cas échéant). Les procurations y resteront annexées.

Art. 13. Pouvoir du Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus larges pour réaliser tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non expressément

réservés par la Loi ou par les présents Statuts à l'associé unique ou à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du Conseil de Gérance.

Art. 14. Délégation de Pouvoirs. Le Conseil de Gérance peut conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions déterminées, permanentes ou temporaires, aux personnes ou agents de son choix.

Art. 15. Conflit d'Intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y ont un intérêt personnel, ou en sont gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un Gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplit en même temps des fonctions de gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, si un Gérant ou fondé de pouvoirs peut avoir un intérêt personnel dans une opération de la Société, il en avisera le Conseil de Gérance et ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du Gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance des associés lors de la prochaine assemblée générale des associés.

Art. 16. Représentation de la Société. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux Gérants ou par les signatures conjointes ou la signature individuelle de toutes personnes à qui le pouvoir de signature a été délégué par le Conseil de Gérance dans les limites de ce pouvoir.

Cependant, si l'associé unique ou les associés ont désigné un ou plusieurs Gérants de Catégorie A ou un ou plusieurs Gérants de Catégorie B, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B ou par les signatures conjointes ou la signature individuelle de toutes personnes à qui le pouvoir de signature a été délégué par le Conseil de Gérance dans les limites de ce pouvoir.

Art. 17. Commissaires aux Comptes. Les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, associés ou non, et devront obligatoirement l'être dans les cas prévus par la Loi.

Les commissaires aux comptes, s'il y en a, seront nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui déterminera leur nombre pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. A la fin de leur mandat, ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, le cas échéant, par une résolution de l'assemblée générale des associés.

Chapitre IV. Assemblée générale des associés

Art. 18. Assemblée Générale des Associés. Si la Société est composée d'un associé unique, ce dernier exerce les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale des associés. Les articles 194 à 196 et 199 de la Loi ne sont pas applicables dans ce cas.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, qui sera envoyé par le Conseil de Gérance aux associés par lettre recommandée. Dans ce cas, les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours à compter de la réception du texte de la résolution proposée.

Sauf en cas d'associé unique, les associés peuvent se réunir en assemblée générale sur convocation envoyée, conformément aux conditions fixées par la Loi, par le Conseil de Gérance, accessoirement, par le commissaire aux comptes, ou éventuellement, par des associés représentant plus de la moitié du capital social. La convocation envoyée aux associés en conformité avec la Loi indiquera l'heure et le lieu de l'assemblée ainsi que l'ordre du jour et une indication des affaires qui y seront traitées.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant une autre personne associée ou non comme son mandataire, par écrit ou par email.

Les assemblées générales des associés, en ce compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger si, de l'avis définitif du Conseil de Gérance, des événements de force majeure l'exigent.

Art. 19. Pouvoirs de l'Assemblée Générale. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve de tous les autres pouvoirs réservés au Conseil de Gérance en vertu de la Loi ou des présents Statuts, elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 20. Assemblée Générale Annuelle. L'assemblée générale annuelle, qui doit se tenir uniquement dans le cas où la Société a plus de 25 associés, se tiendra au siège social de la Société ou à un autre endroit indiqué dans la convocation le premier lundi du mois de juin à 9 heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 21. Procédure, Vote. Toute décision dont l'objet est de modifier les présents Statuts ou dont l'adoption est soumise par les présents Statuts, ou selon le cas, par la Loi, aux règles de quorum et de majorité fixée pour la modification des Statuts, sera adoptée par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Sauf disposition contraire de la Loi ou des présents Statuts, toutes les autres décisions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chapitre V. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 22. Année Sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour du mois de janvier et finit le dernier jour du mois de décembre.

Art. 23. Approbation des Comptes Annuels. A la fin de chaque année sociale, les comptes sont arrêtés; le Conseil de Gérance dresse un inventaire des actifs et des passifs et établit le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la Loi.

Le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis pour approbation à l'associé unique ou, selon le cas, à l'assemblée générale des associés.

Chaque associé ou son mandataire, peuvent prendre connaissance de ces documents financiers au siège social de la Société. Si la Société a plus de 25 associés, ce droit ne peut être exercé que pendant les quinze jours qui précèdent la date de l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 24. Affectation des Bénéfices. Des bénéfices nets de la Société, cinq pour cent (5 %) sont affectés à la réserve exigée par la Loi (la «Réserve Légale»). Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et pour aussi longtemps que la Réserve Légale s'élève à dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

Après allocation à la Réserve Légale, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Il/elle peut décider d'affecter la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter ou de le distribuer, ensemble avec les profits reportés des exercices sociaux antérieurs, les réserves distribuables ou la prime d'émission, aux associés comme dividende, chaque part sociale donnant droit à la même proportion de ces distributions.

Chaque année où la Société décide de procéder à des distributions de dividendes, à partir de bénéfices nets et des bénéfices non distribués, y compris la prime d'émission, le montant destiné à cet effet sera distribué suivant l'ordre de priorité suivant:

- tout d'abord, les détenteurs de Parts Sociales de Classe Ordinaire auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule soixante pour cent (0.60%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe Ordinaire qu'ils détiennent; ensuite

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe A auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule cinquante-cinq pour cent (0.55%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe A qu'ils détiennent; ensuite

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe B auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule cinquante pour cent (0.50%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe B qu'ils détiennent; ensuite

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe C auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule quarante-cinq pour cent (0.45%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe C qu'ils détiennent; ensuite

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe D auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule quarante pour cent (0.40%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe D qu'ils détiennent; ensuite

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe E auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule trente-cinq pour cent (0.35%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe E qu'ils détiennent; ensuite

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe F auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule trente pour cent (0.30%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe F qu'ils détiennent; ensuite

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe G auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule vingt-cinq pour cent (0.25%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe G qu'ils détiennent; ensuite

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe H auront droit pour chaque année considérée à une distribution de dividendes égale à zéro virgule vingt pour cent (0.20%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe H qu'ils détiennent; ensuite

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe I auront droit de recevoir le restant de la distribution de dividendes.

Si l'intégralité de la dernière Classe de Parts Sociales (par ordre alphabétique, par exemple, initialement les Parts Sociales de classe I) a été annulée au moment de la distribution, à la suite de son remboursement conformément aux dispositions de l'article 8 des Statuts, la portion restante du dividende à distribuer devra alors être allouée à la dernière Classe de Parts Sociales la précédant dans l'ordre alphabétique inversé (par exemple, initialement, les Parts Sociales de Classe H).

Selon les conditions (le cas échéant) fixées par la Loi et les provisions ci-dessus, le Conseil de Gérance peut décider de verser des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable établi par le Conseil de Gérance, faisant apparaître des fonds disponibles suffisants pour une telle distribution, à condition que le montant à distribuer ne dépasse pas les bénéfices réalisés depuis la fin de l'année sociale augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées ainsi que des sommes à allouer à des réserves exigées par la Loi ou par les Statuts.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 25. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la Loi.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou de plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommées par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, l'actif net sera reparti de manière égale aux détenteurs des parts sociales, au prorata du nombre de parts sociales qu'ils détiennent.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 26. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2016.

Souscription et libération

Sur ces faits, Riverside Europe Fund V, LP, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire aux quatre mille cinq cents (4.500) Parts Sociales de Classe Ordinaire, quatre mille cinq cents (4.500) Parts Sociales de Classe A, quatre mille cinq cents (4.500) Parts Sociales de Classe B, quatre mille cinq cents (4.500) Parts Sociales de Classe C, quatre mille cinq cents (4.500) Parts Sociales de Classe D, quatre mille cinq cents (4.500) Parts Sociales de Classe E, quatre mille cinq cents (4.500) Parts Sociales de Classe F, quatre mille cinq cents (4.500) Parts Sociales de Classe G, quatre mille cinq cents (4.500) Parts Sociales de Classe H, quatre mille cinq cents (4.500) Parts Sociales de Classe I d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de quarante-cinq mille Euro (EUR 45.000,00).

La somme de quarante-cinq mille Euro (EUR 45.000,00) est à la disposition de la Société.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent à environ 1.700,- euros.

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées Gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Gérants de Catégorie A

- Sam Henkes, né le 12 octobre 1980 à Bombay (Inde), ayant son adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Marie Amet-Hermès, née 5 juillet 1980 née à Châtenay-Malabry (France), ayant son adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Grégory Centurione, né le 22 décembre 1972 à Etterbeek (Belgique), ayant son adresse professionnelle au WestSide Village, Immeuble Aubépine, 89A rue Pfäfebruch, L-8308 Capellen, Grand-Duché Luxembourg;

Gérants de Catégorie B

- Peter Parmentier, né le 2 juillet 1972 à Gand (Belgique), domicilié au 218 b13 Konkelstraat, 1200 Woluwe St Lambert, Belgique;

- Martin Scott, né le 17 février 1970 à Dublin (Irlande), ayant son adresse professionnelle St Martin's Courtyard, 17 Slingsby Place, 5th Floor, London WC2E 9AB., Royaume Uni

La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B ou par les signatures conjointes ou la signature individuelle de toutes personnes à qui le pouvoir de signature a été délégué par le Conseil de Gérance dans les limites de ce pouvoir.

2. Le siège social de la Société est établi au 46A, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Pétange, à la date qu'en tête des présentes.

Le présent acte a été lu aux mandataires des parties comparantes, et signé par ces derniers avec le notaire instrumentant.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 11 mars 2016. Relation: EAC/2016/6420. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016083840/752.

(160050380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

TALENT RESOURCING SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2560 Luxembourg, 12-14, avenue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 205.292.

— STATUTS

L'an deux mille seize, le quatre avril.

Par-devant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Jean-Paul FELIX, expert-comptable, né à Sarreguemines (France) le 23 mai 1965, demeurant à L-2560 Luxembourg, 12-14 rue de Strasbourg.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il est formé une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et par la loi du 25 août 2006 et par les présents statuts.

La Société existe sous la dénomination de «TALENT RESOURCING S.A.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour principal objet le conseil en gestion et en organisation des entreprises, ainsi que toute prestation de services en informatique tels que les analyses fonctionnelles et/ou techniques, le développement logiciel, etc.

La société pourra accomplir à titre accessoire toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à CINQUANTE MILLE EUROS (50.000.- EUR) représenté par CINQ CENTS (500) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.- EUR) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres sont nominatifs.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Titre III. Administration

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, le Conseil d'Administration peut être réduit à un Administrateur (L'"Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire. Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, son représentant permanent sera nommé ou confirmé en conformité avec la Loi.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Tout Administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Lors de la prochaine assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, il est spécialement rendu compte des opérations dans lesquelles un des Administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'un Actionnaire Unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Art. 9. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur-délégué nommé pour la gestion et les opérations courantes de la Société et pour la représentation de la Société dans la gestion et les opérations courantes, par la seule signature de l'Administrateur-délégué, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Toutefois, le premier administrateur-délégué peut être nommé par l'assemblée générale.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Art. 12. La Société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution. Il en est de même lors de la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner et/ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

Toute assemblée générale sera convoquée conformément aux dispositions légales.

Elles doivent être convoquées sur la demande d'Actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation.

Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visio-conférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des Actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Titre IV. Surveillance

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

En cas d'impératif légal, l'assemblée générale pourra dans les mêmes conditions nommer un réviseur d'entreprises agréé. Cette nomination mettra fin d'office au mandat du ou des commissaires aux comptes en place.

Titre V. Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le premier mardi du mois de mai à 10.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 17. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 18. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2016.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2017.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, le comparant déclare souscrire les CINQ CENTS (500) actions.

Toutes les actions ont été partiellement libérées à hauteur de vingt-cinq pour cent (25 %), de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ mille cinq cents euros (1.500.- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant préqualifié, représentant la totalité du capital souscrit et agissant en tant qu'actionnaire unique de la société a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires à un (1).
2. Est nommé administrateur: Monsieur Jean-Paul FELIX, expert-comptable, né à Sarreguemines (France) le 23 mai 1965, demeurant L-2560 Luxembourg, 12-14 rue de Strasbourg.
3. Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes: COGITO SERVICES Sarl, Experts-comptables, L-1611 Luxembourg, 11 Avenue de la Gare.
4. Le mandat de l'administrateur et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur l'exercice social 2021.
5. Le siège social de la société est fixé à L-2560 Luxembourg, 12-14 avenue de Strasbourg.
- 6.- Le conseil d'administration est autorisé à déléguer ses pouvoirs de gestion journalière ainsi que la représentation de la société concernant cette gestion à un ou plusieurs de ses membres.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénoms usuels, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Déclaration

L'associé déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Honoraires: 248,74

Signé: Felix et Molitor.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 4 avril 2016. Relation: 1LAC/2016/10889. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Molling.

Référence de publication: 2016092347/189.

(160060984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2016.

GLL Hana Private Real Estate Poznan Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 201.805.

Extrait rectificatif du dépôt L160050263 du 23/03/2016

Suite à un contrat de transferts de parts sociales effectif au 16 mars 2016, l'associé unique de la Société, GLL Asset Management GmbH, une limited liability company régie par les lois allemandes, ayant son siège social à Lindwurmstrasse 76, 80337 Munich, Allemagne et immatriculée auprès du Trade Register of the District Court of Munich sous le numéro

HRB 148775 a transféré 1.350.000 parts sociales qu'elle détenait dans la Société à Hana Private Real Estate Investment Trust-5, un fonds de droit sud-coréen, représenté par son trustee NongHyup Bank, ayant son siège social au 120, Tongilro, Jung-Gu, Seoul 100-151, République de Corée, enregistré auprès du Financial Supervisory Service sous le numéro 704-86-1t9742, à savoir:

- 1.250.000 parts sociales ordinaires
- 10.000 parts sociales de catégorie A
- 10.000 parts sociales de catégorie B
- 10.000 parts sociales de catégorie C
- 10.000 parts sociales de catégorie D
- 10.000 parts sociales de catégorie E
- 10.000 parts sociales de catégorie F
- 10.000 parts sociales de catégorie G
- 10.000 parts sociales de catégorie H
- 10.000 parts sociales de catégorie I
- 10.000 parts sociales de catégorie J

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GLL Hana Private Real Estate Poznan Holding S.à r.l.

Référence de publication: 2016096850/29.

(160066812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

Fabbriani Investment Fund S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 190.838.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement commercial VI No 370/2016 du 24 mars 2016, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième section, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société FABBRIANI INVESTMENT Fund S.C.A., SICAV-SIF en application de l'article 47 de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés.

Ledit jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Laurent LUCAS, juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et désigné comme liquidateur Maître Laurent BIZZOTTO, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Les créanciers sont invités à déposer leurs déclarations de créances au greffe du tribunal de commerce de ce siège avant le 14 avril 2016.

Luxembourg, le 21 avril 2016.

Pour extrait conforme

Laurent BIZZOTTO

Le liquidateur

Référence de publication: 2016096826/21.

(160066996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

Ellipsys Mosaïc S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3333 Hellange, 53, route de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 179.610.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 25 avril 2016.

Pour la société

Anja HOLTZ

Le notaire

Référence de publication: 2016098887/13.

(160069575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2016.

Energies Tech sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.
R.C.S. Luxembourg B 168.286.

(Rectificatif du dépôt L160054830 en date du 1^{er} avril 2016)

L'an deux mille seize, le dix-huit janvier.

Par-devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

- Monsieur François PROIETTO, gérant de société, demeurant à F-54870 Ugnny (France), 10, rue de Royat.

Le comparant est le seul associé de la société "ENERGIES TECH sàrl", établie et ayant son siège à L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny, constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 3 avril 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 1316 du 26 mai 2012, non modifiée depuis et inscrite au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168.286.

Le comparant prend les résolutions suivantes:

Première résolution

Le comparant décide de transférer le siège social de la commune de Luxembourg à la commune de Dippach et par conséquent de modifier l'article 2 des statuts comme suit:

" **Art. 2.** Le siège de la société est établi dans la commune de Dippach."

Deuxième résolution

Le comparant fixe l'adresse du siège à L-4995 Schouweiler, 57, rue de Bascharage.

Troisième résolution

Le comparant décide de changer la dénomination sociale de la Société de «ENERGIES TECH sàrl» en «FMJ S.à r.l.», par conséquent de modifier l'article 1^{er} des statuts de la société, lequel aura dorénavant la nouvelle teneur suivante:

“ **Art. 1^{er}.** La société prend la dénomination de «FMJ S.à r.l.»"

Finalement, plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: PROIETTO, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 22 janvier 2016. Relation: 1LAC/2016/2154. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 31 mars 2016.

Référence de publication: 2016098911/37.

(160069688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2016.

GCL Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 8B, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 141.684.

Il résulte des actes de la Société que, suite à une erreur matérielle, l'adresse professionnelle de M. Anibal Diaz Diaz, Gérant de classe A, et M. Marco Giovannini, Gérant de classe A, est situé au 8A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg depuis le 1^{er} Septembre 2015.

Il résulte des actes de la Société que, suite à une erreur matérielle, l'adresse professionnelle de M. Marco Giovannini, gérant délégué à la gestion journalière, est situé au 8A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg depuis le 1^{er} Septembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016098926/14.

(160069420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2016.